

Répartition des tâches :

L'AUSTÉRITÉ, ENCORE UNE FOIS

Les programmes d'austérité se suivent comme ils se ressemblent. Depuis plusieurs années nous avons la réduction linéaire des subventions fédérales à l'assurance maladie, à l'AVS, etc. Plus de 5 milliards ont été économisés par ce biais ces dernières années sur le dos des salariés.

Voici qu'au nom du "nouveau fédéralisme" de nouvelles mesures d'austérité ont été prises. L'idée centrale est simple : il faut décharger la Confédération d'une série de tâches sociales qui devront être assumées à l'avenir par les cantons. Derrière la "décentralisation", si chère aux milieux bourgeois, se cache tout simplement une nouvelle attaque aux droits des salariés et des jeunes.

Ainsi, la Confédération ne devra plus subventionner les bourses d'étudiants; par contre, elle continuera à subventionner les maisons de redressement pour les jeunes ! Les subventions aux bourses par la Confédération ont atteint 80 millions de francs par année. Ces subventions représentaient entre 20 o/o et 60 o/o du total des bourses accordées par les cantons à leurs ressortissants. Elles jouaient un rôle décisif avant tout dans les cantons financièrement faibles. Car il existe de fortes différences entre les montants des bourses selon les cantons. Ainsi la bourse moyenne pour un universitaire dans le canton de Genève est de 7428 francs tandis que dans le canton de Fribourg elle n'est que de 2975 francs. Les étudiants ressortissants de cantons riches disposant d'une université étaient donc déjà en situation privilégiée. Ces privilèges seront encore accrus par la suppression des subventions fédérales.

En ce qui concerne l'AVS, la Confédération prendra dorénavant l'entière charge des frais à sa charge, en laissant le soin aux cantons de pourvoir aux prestations complémentaires, etc. Il sera ainsi plus facile pour la majorité parlementaire bourgeoise de maîtriser l'évolution de l'AVS dans le sens d'une austérité accrue. Ainsi le projet de dixième révision de l'AVS prévoit une augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes à 63 ans !

Bien évidemment, les partis bourgeois se gardent bien de toucher à ce qui leur convient dans la répartition actuelle des tâches. Ils n'ont donc pas pipé mot d'une harmonisation fiscale matérielle et formelle entre les cantons pour mettre un terme aux paradis fiscaux. Ils n'ont pas pipé mot des crises frappant une série de régions au profit du "triangle d'or" alémanique. Ils n'ont pas un seul instant parlé de rétablir les subventions aux caisses-maladie ou de limiter les tarifs des médecins.

C'est bien l'ensemble de cette politique d'austérité sociale qui doit être remis en cause.

La Brèche

Le N° 2 Fr.

N° 315

17 mars 1984

quinzième année

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)

section suisse de la IV^e Internationale

Horlogerie :



NI TRAVAIL DE NUIT,



NI LICENCIEMENTS!

25e anniversaire de la révolution cubaine :

LETTRE OUVERTE À ARRABAL

Genève :

"La SIP ne licenciera pas" — Notre réponse

Suite à la pétition lancée contre la spéculation immobilière et pour le maintien de l'emploi à la Société d'Instruments de Physique (SIP) (cf. *La Brèche* no 313, du 18 février 1984 et no 314, du 3 mars 1984), la direction de l'entreprise a répondu qu'elle ne licencierait personne en 1984. Les organisations qui ont lancé ensemble la pétition, Parti socialiste ouvrier, Parti socialiste rive gauche, Parti du travail, Association des habitants de la Jonction, Groupement logement Plainpalais, ont répondu par le communiqué suivant :

"La SIP annonce qu'elle ne licenciera personne en 1984. En février 1983, cette entreprise comptait 670 travailleurs; aujourd'hui, il n'en reste qu'environ 470... 30 o/o du personnel en moins au cours d'une année, c'est déjà pas mal ! Merci, donc, d'arrêter le massacre..."

"Pour ce qui est de la spéculation : la SIP a reçu une offre de 60 millions avant d'annoncer les derniers licenciements. Cela représentait 4300 francs le m² (le double de la valeur estimée par le Journal de Genève en février 1983). Elle ne s'est pas empressée de vendre à ce prix-là pour sauver les emplois menacés. Nous sommes donc fondés à croire qu'elle veut en tirer plus encore. Il existe une offre de 36 millions pour une parcelle de 6408 m²; la Ville s'intéresse à un bloc le long de la rue des Bains pour 20 millions (2300 m² au sol); il reste 4300 m² dont il faudrait tirer 5500 francs le m² pour totaliser 80 millions. Nous y sommes donc !

"Pour ce qui est de l'avenir industriel, la SIP ne nous dit toujours pas où elle compte regrouper ses activités ni quel est le volume de l'emploi envisagé à terme. Il existe semble-t-il un plan qui n'a pas été rendu public.

"Nous ne voyons donc aucune raison d'être rassurés par le communiqué de la SIP et maintenons nos revendications à l'égard des autorités cantonales et communales : 1. établissement d'un plan d'aménagement priorisant les logements sociaux HLM et les équipements collectifs publics sur les terrains de la SIP; 2. pressions sur la SIP pour obtenir le réinvestissement du produit de la vente pour le maintien du volume de l'emploi dans l'entreprise."

Lausanne :

Réfugiés, quels sont vos droits ?

Le Comité vaudois pour la défense du droit d'asile (case 349, 1000 Lausanne 17) organise les mercredi de 19h45 à 21h45 au Centre "Los Andes", 6, rue Jean-Jacques Mercier, des cours — avec traduction — pour réfugiés et candidats à l'asile tenus par les avocats Jean-Bernard Weber (Collectif de défense, Genève), Laurent Moutinot (Ligue suisse des droits de l'homme) et Rolland Bersier (Tribunal cantonal vaudois). 21 mars : Comment est examinée une demande d'asile aux niveaux cantonal et fédéral ? La pré-

audition; les diverses auditions; l'interprète; l'avocat et son rôle; la notification des décisions; les recours.

4 avril : Quels sont les droits et les obligations des candidats à l'asile et des réfugiés ? Pour l'assistance médicale; le travail; le logement; le regroupement familial; le certificat d'identité et titre de voyage; le droit d'inviter des parents ou des amis; la liberté d'expression, etc.

25 avril : Que faire, si comme candidat à l'asile je rencontre des difficultés alors que j'attends une décision de Berne ? Difficultés au travail; pour le logement; lors d'un contrôle d'identité; en cas d'arrestation, de perquisition; si je me fais tabasser; si je me heurte à la xénophobie, au racisme; si l'adaptation est difficile, etc.

9 mai : Que se passe-t-il si l'asile est refusé ? S'il y a la possibilité de retourner au pays ? Conditions du renvoi de Suisse; conditions de l'expulsion; principe du non-refoulement; obtention d'autres titres de séjour; conditions de retour éventuel au pays.

PROCÈS EN TURQUIE

Au moment où, dans la sinistre prison de Diyarbakir (Kurdistan), 11 grévistes de la faim sont morts pour avoir protesté contre les conditions de détention, H. Deneys, conseillère nationale, de retour d'une enquête en Turquie, parlera du procès du FATSA en Turquie à

LAUSANNE, mercredi 28 mars, 20h
Centre paroissial de la Croix d'Ouchy.
Org. : Comité vaudois pour le droit d'asile, Comité vaudois pour les droits démocratiques en Turquie.

8 mars :

Une journée réussie

Une journée entière, combinant les atouts et attraits d'une manifestation, d'un forum et d'une fête : c'était un choix judicieux qui a permis de nouer des contacts entre les féministes des années soixante-dix et de nombreuses jeunes femmes inorganisées.

Une journée organisée unitairement avec toutes les forces féministes autonomes, des syndicats et des partis : c'est une condition essentielle pour parer aux coups infligés aux femmes.

La manifestation a réuni un millier de femmes scandant en particulier leur rejet du travail de nuit et des dépenses militaires sur le dos des femmes : "le jour à la cuisine, la nuit à l'usine, non au travail de nuit", "non aux milliards pour les Léopards, protégez la maternité", mais aussi leur lutte contre toutes les violences ou agressions dans la rue ou la pornographie.

Aux groupes de travail, 200 femmes ont participé. Violence, la peur que l'on ressent. Pornographie, la position féministe se distance

de celle de la police zurichoise. Femmes en Amérique latine, la solidarité toujours plus nécessaire. Avortement, préparons la campagne contre "Droit à la vie" et le contre-projet. Maternité et santé des travailleuses enceintes : après l'introduction de notre camarade sur les grossesses à risque (cf. notre dossier dans la dernière *Brèche*, no 314, 3 mars 1984), de nombreuses femmes apportèrent des témoignages vécus dans leur entreprise ou l'hôpital. Le projet de réaliser une "fiche de grossesse" ou "information sur les droits, dangers et risques au cours de la grossesse" est apparu pour répondre aux situations désastreuses que vivent beaucoup de femmes dans une période où les travailleuses enceintes sont plus menacées que jamais.

Enfin la fête a battu son plein, permettant de couvrir les frais importants pour la réalisation d'une telle journée. C'est aussi un succès non négligeable.

Remarquons cependant que la mobilisation et les discussions sont encore très insuffisantes pour organiser une riposte efficace. Le non au travail de nuit n'a pas pu figurer dans la résolution finale car il est des féministes qui hésitent sur le caractère discriminatoire de la levée de l'interdiction faite aux femmes de travailler la nuit. Pourtant la "lettre ouverte des femmes à l'OFIAMT" que nous, PSO, avons proposée, a connu un succès évident : 500 signatures en quelques jours (cf. article p. 5).

Tirons le meilleur de cette journée pour renforcer les courants féministes combattifs dans les syndicats et partis et pour dynamiser l'OFRA et l'ouvrir à de nouvelles forces.

ASSEMBLÉE-DÉBAT LAUSANNE

Maison du peuple, salle 4
vendredi 23 mars, 20h 15

La situation au Salvador à la veille des élections

avec F. Herrera, représentant officiel en Suisse du FMLN/FDR; C.A. Udry, journaliste, de retour d'Amérique centrale.

4 ans après l'assassinat de Mgr Romero, les droits de l'homme au Salvador avec A.-C. Zoller, auteur d'un rapport sur l'assassinat de Marinella Garcia Villas, présidente de la Commission salvadorienne des droits de l'homme.

La solidarité en Suisse

Org. : Front de solidarité contre l'intervention des USA en Amérique centrale (Comité Nicaragua — El Salvador, PSO, POP, PSV, PCI, Jeunesse ouvrière chrétienne immigrée, Jeunes socialistes révolutionnaires, Jeunesse socialiste, Association Suisse-Cuba, Comité Colombie, Comité Pablo Neruda, ASRC Salvador Allende, MIR chilien, Comité Bolivie, Comité argentin d'information, APAS, Comité pour les droits démocratiques en Turquie, ATEES).

Comité de chômeurs, Yverdon Ouverture d'un centre de rencontre — permanence

Lors de la conférence de presse du 6 mars 1984, le comité de chômeurs annonçait l'ouverture de sa permanence — centre de rencontre avec d'autres chômeurs où l'on pourra consulter les journaux, recevoir une aide pour rédiger des offres d'emplois, des recours et bénéficier si nécessaire de conseils juridiques d'une personne compétente. La permanence est ouverte tous les jours de 9 à 10 heures et se trouve au CRA, 25, rue de la Maison-Rouge.

Le comité de chômeurs et le MPF présentaient également leur Manifeste comme un appel à continuer la lutte et à mener des actions ensemble pour faire valoir les droits de tous les chômeurs. Ce manifeste traite du recyclage, des chantiers de chômage, des preuves de recherche d'emplois, des pénalisations et d'assurance maladie, points qui seront développés dans notre prochain numéro. Soulignons d'ores et déjà la victoire du Comité à propos des cours de recyclage qui grâce aux démarches entreprises par celui-ci et à sa ténacité viennent de débiter à Yverdon.

Le PSO-Yverdon salue l'ouverture de la permanence et invite tous les chômeurs à s'y rendre. Il soutiendra également toutes les actions que mèneront le Comité des chômeurs et le MPF pour mener à bien les revendications contenues dans le manifeste. Le PSO lance également un appel à tous pour soutenir le comité en souscrivant une carte de soutien que vous pouvez vous procurer à : Comité de chômeurs, case postale 124, 1401 Yverdon. Ou versez vos dons à la BCC, rue du Lac, Yverdon, Comité de chômeurs, EP - 293342.06.00.83-0.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Répartition des tâches : L'austérité encore une fois 1

POLITIQUE

S'endetter pour s'armer ! 3
Achat des chars Léopard II : Armement, emplois et défense nationale 3
La gauche socialiste se réunit à Bienne : Le débat n'est pas clos 8
La "Voix Ouvrière" et la Tchécoslovaquie : Il n'est pire sourd... 8

SOCIAL

Du nouveau dans le bâtiment 4
Convention collective de la chimie : Un compromis au goût amer 4
Nord Vaudois : HPI camoufle ses licenciements 4
Horlogerie : Le saccage des emplois 5

DOSSIER

25e anniversaire de la révolution cubaine : Lettre ouverte à Arrabal (de Anne Cuneo) 6 - 7
Arrabal en flagrant délire 7

INTERNATIONAL

LIBAN : Le chemin de Damas 9
GRANDE-BRETAGNE : Maggie s'avance, la direction syndicale recule 9
NICARAGUA : Les élections, défi à l'impérialisme 10
AMÉRIQUE CENTRALE : Une solidarité impressionnante 10

À LIRE

Moscou, Madrid, Paris : Les "Combats pour la liberté", de Pavel et Clara Thalman 11

L'ÉVÈNEMENT

URUGUAY : Première grève générale depuis dix ans 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.—
une année, env. fermée . . . 55.—
une année, étranger (Europe) . 80.—
abonnement de soutien . . . 100.—

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Le Conseil fédéral s'est donc décidé à soumettre une demande de crédit de 4,5 milliards de francs pour l'achat de 420 chars d'assaut allemands Léopard II, fabriqués par le trust Krauss-Maffei. A raison de 36 unités par année, l'acquisition des nouveaux chars s'étendra jusqu'en 1998. Entre temps, de nouveaux crédits auront été soumis à discussion. La hiérarchie militaire parle, en effet, d'un nouvel hélicoptère de combat, d'un nouveau chasseur à réaction devant remplacer les Mirage III, de nouveaux systèmes antichars, etc.

Ainsi la tendance à une très forte croissance des dépenses d'armement — annoncée depuis deux ans dans ces colonnes — se réalise. Le crédit pour les Léopard II est le plus important jamais accordé pour un système d'armement en temps de paix. Mais le chiffre annoncé par le Conseil fédéral — 4,5 milliards — est largement en-dessous de la réalité. En effet, il ne tient compte ni du renchérissement, ni de l'augmentation des coûts de production. Les experts de l'industrie et du Département militaire fédéral

S'endetter pour s'armer !

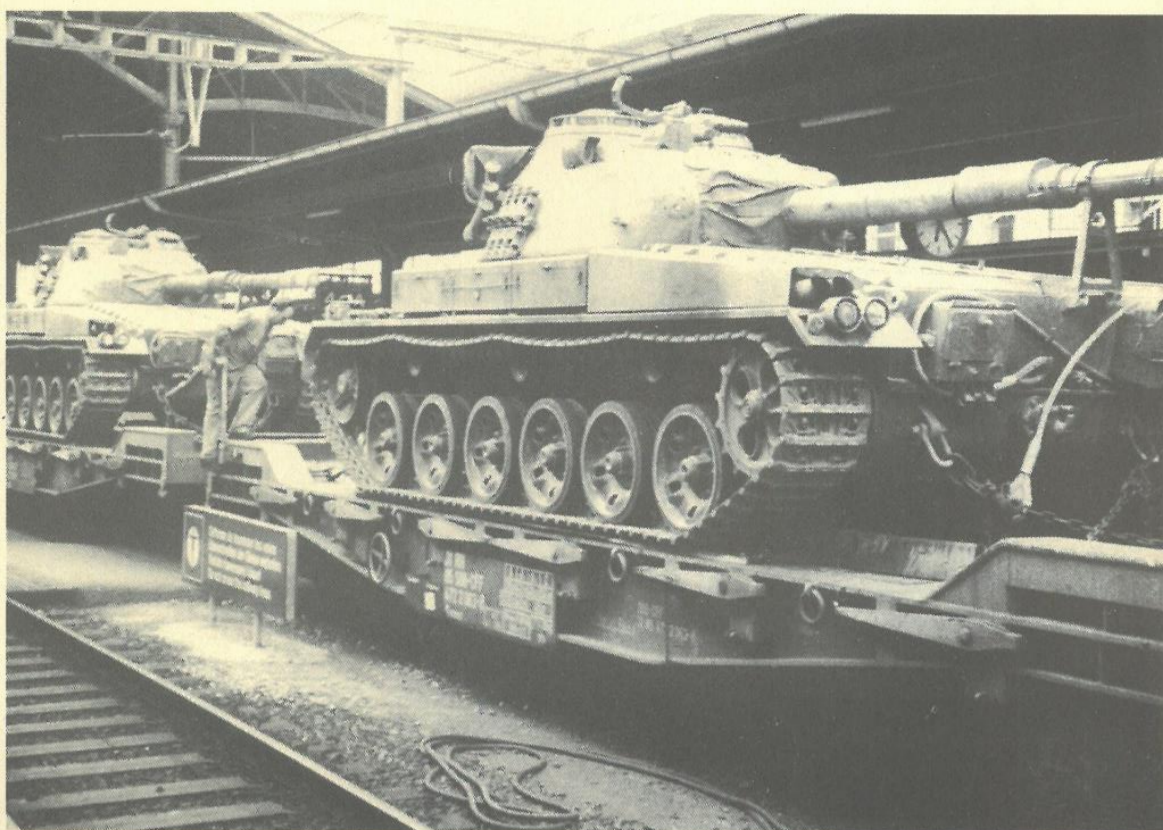
estiment que le coût total des Léopard II dépassera les 7 milliards !

Cette tendance se retrouve dans le plan financier de la Confédération pour les années 1985-1987 publié dans le document du Conseil fédéral "Les grandes lignes de la politique gouvernementale 1983-1987". Selon ce plan, le total des crédits d'armement pour la présente législature atteindra 8,7 milliards, tandis que le budget militaire passera de 4,476 milliards en 1984 à 5,177 milliards en 1987. A partir de 1986 le budget militaire sera supérieur au budget de la prévoyance sociale !

Dans ce cadre, la bourgeoisie commence à mener une offensive qui doit absolument retenir l'attention. Il avait déjà été question, il y a six mois, de modifier les méthodes de financement pour l'achat d'armements. Aujourd'hui cette question est posée avec insistance par la presse bourgeoise et le Département militaire fédéral.

L'éditorialiste de la Nouvelle Gazette de Zurich (NZZ) datée du 5 mars titre : "Remplacement de chars d'assaut à une vitesse d'escargot — des méthodes de paiement antiques pour du matériel extrêmement moderne". Il propose de remplacer le système actuel de paiement — versements au comptant par tranches annuelles du budget militaire, en contrepartie des livraisons — par un endettement accru de l'Etat destiné à l'acquisition de nouvelles armes. En d'autres termes, la Confédération devrait emprunter les fonds permettant la livraison immédiate de l'ensemble des unités commandées. Cette méthode aurait "l'avantage" de diminuer les frais découlant de l'inflation (paiement plus rapide) et d'accélérer le renforcement de l'armée. C'est — clairement dit — la spirale d'armements entraînant une spirale de dettes. On est fort loin du "moins d'Etat" radical, si ce n'est dans la diminution des dépenses sociales. Cette orientation va dominer la scène politique ces prochaines années. Le combat contre les crédits et budgets militaires ne fait que commencer !

André Meylan



Interfoto

Achat des chars Léopard II :

ARMEMENT, EMPLOIS ET DÉFENSE NATIONALE

Le char d'assaut Léopard II permettra d'employer "environ 1000 personnes pendant huit ans" (24 Heures, 1er mars 1984). Argument suprême utilisé pour convaincre les derniers hésitants de l'utilité sociale des crédits d'armement. Car, quand le Conseil fédéral réclame 2,788 millions, dont 2,410 pour un premier lot de 210 Léopard II, il faut bien disposer d'arguments autres que purement militaires.

La crise de l'idéologie de la défense nationale

"On ne peut éviter de constater que le gros de la troupe se rend compte du fossé entre ses propres moyens en ce qui concerne l'armement, sa capacité de réaction dans l'espace (territoire, réd.) et les exigences découlant d'une vision réaliste de la guerre future." (Landesverteidigung in der Zukunft — Die Ausgangslage aus der Froschperspektive : Geld oder Blut ? H.-U. Müller, Huber Verlag, 1981, p. 19)

Le ciment idéologique de la défense nationale fut, durant et après la Deuxième Guerre mondiale, l'idée que l'invasion nazie avait pu être empêchée grâce à la "mobilisation" et à l'existence d'un "réduit national" inexpugnable. En fait, les livraisons d'armes des trusts helvétiques à Hitler, le libre passage des trains allemands pour l'Italie, le refoulement des ressortissants juifs se sont avérés encore bien plus importants pour expliquer la non-invasion du pays. Mais dans la conscience de la grande majorité des salariés ces faits étaient d'importance mineure.

Or, la découverte de la bombe atomique, son utilisation, la création de l'OTAN à la fin des années quarante et le réarmement allemand des années cinquante allaient modifier considérablement les données stratégiques et militaires en Europe. La bourgeoisie est, depuis lors, confrontée à un problème de crédibilité. L'idée qu'un "réduit national" ou sa version moderne — la

protection civile — et une armée conventionnelle puissent protéger la population d'une guerre nucléaire et de ses effets catastrophiques est, consciemment ou inconsciemment, mise en doute par des secteurs toujours plus importants de salariés. La cohésion autour de l'armée bourgeoise s'effrite. Elle le tendra d'autant plus que les crédits d'armement augmenteront et rendront visible l'intégration matérielle et idéologique de l'armée helvétique dans le dispositif de l'OTAN.

C'est pourquoi l'argument des places de travail est devenu si important. Car, en période de chômage, et à défaut de pouvoir motiver les salariés idéologiquement pour le réarmement, on peut essayer de les convaincre avec des arguments matériels concrets.

L'armement ne crée pas des emplois

De nombreuses études scientifiques récentes soulignent les effets négatifs des dépenses d'armement sur l'emploi dans le système capitaliste.

Le premier aspect est l'aspect cyclique de la production d'armements. En effet, les crédits d'armement sont limités dans le temps et se suivent par à-coups pour les fabricants individuels. Une fois qu'un système d'armement aura été livré, les lignes de production devront être arrêtées à moins que d'autres commandes ne suivent immédiatement.

Les nouveaux systèmes d'arme-

ment entraînent en outre des coûts extrêmement élevés pour la recherche technologique. Or, ces recherches ne fournissent pas des impulsions à la production de biens civils. Dans une étude parue en juin 1983 à New York, le Conseil pour les études économiques américain est arrivé à cette conclusion : "Des crédits d'armement généreux aux Etats-Unis n'ont conduit à aucune impulsion technologique dans d'autres industries. Au contraire, le poids des fortes dépenses militaires a porté atteinte dans son ensemble à l'économie américaine, notamment parce que des investissements nécessaires ont été négligés (...)" (Basler Zeitung, 29 octobre 1983).

Les dépenses d'armement entraînent des investissements énormes en capital peu créateurs d'emplois. L'automatisation croissante de l'industrie d'armement, la complexité technologique de ses produits impliquent une intensité très élevée du capital par rapport au travail. Chez Contraves, une filiale de Bührle dont 75 o/o de la production va à l'armement, le chiffre d'affaires en 1981 fut de 746 millions de francs pour un nombre total de 5627 salariés. Une année plus tard le chiffre d'affaires avait augmenté de 27 o/o et le nombre total d'employés avait diminué de 452 personnes ! Cela sans que la marge bénéficiaire de Contraves ne se soit modifiée (selon la Basler Zeitung, 29 octobre 1983).

En réalité les dépenses d'armement permettent aux trusts qui les fabriquent de réaliser de juteux profits.

La bataille contre le réarmement doit, dès lors, être l'occasion pour l'ouverture d'une bataille pour l'expropriation et la reconversion de l'industrie d'armement vers la production de biens civils, destinés à maintenir et à développer l'emploi.

A. Meylan

DU NOUVEAU DANS LE BÂTIMENT



Interfoto

Dans la dernière *Brèche* nous avons annoncé que le 18 février dernier la FOBB (Syndicat du bois et du bâtiment) avait réagi à l'offensive patronale contre les salariés du secteur de la construction

* en refusant l'ultime résultat des négociations sur la compensation du coût de la vie dans les métiers de la maçonnerie et du génie civil; pour la deuxième année consécutive les entrepreneurs ne consentaient que les 2/3 du rattrapage;

* en dénonçant pour fin mai le contrat collectif national de la branche, qui régit les conditions de travail d'environ 140 000 ouvriers et arrive à échéance fin 1984.

La situation se précise

Les événements suivants se sont passés depuis lors :

— Les syndicats minoritaires (chrétien, évangélique et autonomes) se sont désolidarisés de la FOBB en acceptant le 1,5 o/o de compensation du renchérissement offert par les entrepreneurs. Le contrat collectif national restera ainsi en vigueur jusqu'à fin 1984, mais la FOBB sera libérée des obligations de paix du travail dès la fin du mois de mai.

— La SSE (Société Suisse des Entrepreneurs) conteste à la FOBB le droit de résilier le contrat collectif avant l'échéance et a fait appel aux instances de conciliation de la branche. Son but est évident : elle veut gagner du temps et obliger la FOBB à s'enliser dans des procédures juridiques.

— Le comité central et l'assemblée nationale des délégués de la FOBB se sont réunis les 9 et 10 mars et ont décidé d'une part de ne pas refuser la procédure de conciliation déclenchée par la SSE mais de miser d'autre part essentiellement

sur la mobilisation des travailleurs de la branche. Les sections seront appelées à intensifier et à durcir très nettement leur activité syndicale et le syndicat s'est doté d'une structure de coordination et de

centralisation de la mobilisation à l'échelon régional et national, qui sera opérationnelle dès la troisième semaine du mois de mars.

Vers des batailles importantes et difficiles

Les instances de direction de la FOBB semblent avoir conscience que la lutte à venir constitue une épreuve très importante pour le syndicat.

Il est en effet évident que seule la mobilisation large et active d'une majorité des ouvriers du secteur (saisonniers compris !) permettra au syndicat d'éviter d'être prisonnier de la procédure juridique intentée par la SSE et de forcer les entre-

preneurs à conclure un contrat collectif national nouveau et amélioré.

Le conflit a dès le départ une dimension politique importante. Le clivage entre les syndicats minoritaires et la FOBB est en effet par la force des choses un clivage entre une stratégie de poursuite et une stratégie de mise en question de la politique de paix du travail. La SSE va s'appuyer sur ce clivage pour essayer de marginaliser le syndicat majoritaire. N'étant dès fin mai plus signataire du contrat collectif, la FOBB ne peut pas seulement montrer au cours de cette année qu'une stratégie alternative mène plus loin : dans les circonstances actuelles elle est tout simplement obligée de le faire. Dès lors il ne sert à rien de se poser la question de savoir si elle en est capable ou non. Tout doit être entrepris pour permettre au syndicat de mettre en mouvement les travailleurs de la construction et pour s'assurer que ce mouvement s'organise avec un maximum de démocratie et de transparence.

C'est nécessaire pour tenir tête à l'association patronale et pour éviter les manœuvres de la direction syndicale. Car il ne faut pas se leurrer : si le vent souffle à présent dans le sens de la lutte, il est probable que les dirigeants seront très rapidement prêts au compromis, dès que la SSE jugera utile de renouer les contacts avec la FOBB. Dès maintenant il faut trouver les moyens pour assurer que le cours des choses n'échappe pas aux travailleurs.

correspondant

QUELQUES DONNÉES SUR LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Les métiers de la construction comptaient en 1975 387 100 emplois, dont 292 800 dans les branches pouvant être organisées à la FOBB et 94 300 dans celles entrant dans le champ d'activité de la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie). La maçonnerie et le génie civil regroupaient à cette date 176 400 emplois.

Le secteur de la construction connaît depuis longtemps une baisse importante du volume de l'emploi. De 1965 à 1975 elle fut de 13 o/o. Les seuls emplois de la maçonnerie et du génie civil ont diminué de 15 o/o entre 1975 et 1981 et de 9,6 o/o entre 1981 et 1983.

En dépit de ce mouvement négatif, la FOBB connaît depuis plusieurs années une certaine progression de ses effectifs. Fin 1983 elle comptait 116 800 membres inscrits (saisonniers compris). On peut en déduire que le degré d'organisation du secteur de la construction a tendance à se renforcer, ce qui est très positif.

Avec environ 70 o/o du total des syndiqués, la FOBB est largement majoritaire à l'échelon suisse. Le syndicat chrétien FCTC occupe la deuxième place. Les syndicats évangélique et autonomes sont également signataires de contrats collectifs, malgré le fait qu'ils n'organisent qu'un très petit pourcentage de travailleurs.

Convention collective de la chimie :

Un compromis au goût amer

Une nouvelle convention collective a été signée dans la chimie bâloise. Les mobilisations de décembre (cf. *La Brèche* no 311 du 21 janvier 1984) ont certes pu empêcher que les patrons ne poussent leur offensive aussi loin qu'ils le voulaient; des améliorations ont même pu être obtenues. Mais sur le point central de la confrontation, la compensation du renchérissement, la nouvelle convention permet bien des interprétations.

La mobilisation des salarié(e)s de la chimie fut effectivement forte, compte tenu de la réalité helvétique. Ils réalisèrent ainsi une expérience, celle de la lutte dans une période sans convention collective, qu'il faudra faire fructifier.

L'arme au pied devant la division

On ne peut toutefois négliger le fait qu'après la manifestation du 10 décembre 1983 une longue période d'inactivité s'est installée, jusqu'au 5 janvier, date de l'assemblée générale. L'offensive patronale put se développer — entraînant découragement et divisions — sans contre-feu. L'activité syndicale aurait pu être stimulée bien plus massivement (par la contre-information,

le recrutement ou encore la récolte de déclarations personnelles d'engagement à la grève). L'absence d'actions de ce genre fit finalement apparaître la grève d'avertissement prévue comme un objectif irréaliste, puisque non préparé.

On retrouvera ce sentiment lors de l'approbation du résultat des négociations (par 90 o/o des votants environ), de nombreux travailleurs se sentant soulagés de n'avoir pas eu à recourir aux "moyens extrêmes", c'est-à-dire à la grève d'avertissement.

Le problème de la compensation du renchérissement

L'ancienne convention collective prévoyait :

"a) l'adaptation des salaires au coût de la vie se fait fondamentalement une fois par année, au premier janvier.

b) de plus, le renchérissement intervenu depuis la dernière indexation est composé par un versement supplémentaire."

La nouvelle convention supprime la partie b) et complète le a) ainsi : "Si, dans une situation exceptionnelle et à cause de raisons économiques notoires, une ou plusieurs entreprises ne peuvent adapter complètement les salaires au renchérissement, l'association patronale peut demander l'ouverture de négociations sur la pleine compensation du renchérissement dans ces entreprises. Si elles ne débouchent pas sur un accord, l'obligation de paix du travail est levée concernant ce point particulier".

L'automatisme mis en cause

Après la signature de la convention, l'interprétation de ce passage par les parties signataires était contradictoire. Les patrons expli-

quaient qu'ainsi l'obligation de la compensation complète du renchérissement durant les trois prochaines années avait disparu de la convention. La Fédération du textile, de la chimie et du papier (FTCP) parlant, elle, de défense réussie du principe de l'indexation automatique des salaires.

De fait, l'automatisme que prévoyait l'ancienne formule est bel et bien remplacé par la possibilité de négociations intermédiaires au cas où... Les deux versions contradictoires de cette clause montrent bien qu'à l'avenir seul aura raison celui qui imposera son point de vue.

Par ailleurs, les autres améliorations revendiquées par le syndicat (réduction du temps de travail, congé maternité, congé pour le travail par équipes, etc.) n'ont pu être obtenues. Et le caractère rétroactif du renchérissement est passé à l'as.

Tout cela traduit une dégradation de la convention collective, même si les patrons auraient bien voulu la saper encore plus.

S. Kurmann

Nord Vaudois :

HPI CAMOUFLE SES LICENCIEMENTS

Réuni le 1er mars, le Conseil d'administration de Hermes Precisa International (HPI), filiale du trust Olivetti, a discuté du meilleur moyen de se débarrasser des entreprises et des travailleurs du Nord Vaudois, à Yverdon et Sainte-Croix. Une circulaire au personnel de février annonçait déjà la fermeture d'une des deux usines. Mais le complot s'avère plus retors encore.

Directeur financier de HPI, syndic radical de Sainte-Croix et qui préside à la Loi d'aide aux régions de montagne, M. Marguet préfère garder le silence : "Nous sommes en pleine phase exploratoire (...) les travailleurs seront informés lorsqu'il y aura matière à information (Journal d'Yverdon, 10 mars 1984). Mieux vaut en effet se taire quand on se dit "très attaché à sa responsabilité sociale et économique dans la région" et qu'on se prépare à jouer les fossoyeurs de l'emploi !

La vérité, révélée le 3 mars par 24 Heures, est que HPI va liquider son entreprise de Sainte-Croix en faisant croire qu'elle maintient l'emploi ! Le truc est simple : l'usine sera transformée en "cellule de production" indépendante, vivant des sous-traitances de HPI. Puis il n'y aura plus de sous-traitance, mais ce ne sera pas à HPI de licencier !

La section d'Yverdon du PSO, dénonçant la manœuvre, souligne : "Olivetti réalise chaque année des bénéfices croissants (144 millions en 1982, nouvel accroissement prévu en 1983) et vient d'obtenir, entre autres, un contrat fabuleux sur le marché américain grâce à son accord avec ATT portant sur 550 millions pour la seule période d'avril à décembre 1984 (...) Olivetti a les moyens financiers de maintenir les deux usines du Nord Vaudois comme d'accorder les 40 heures ici, comme les ont déjà les travailleurs des usines italiennes".

À YVERDON ET À STE-CROIX DÉFENDONS NOS EMPLOIS HPI DOIT VIVRE ! PSO

La FTMH s'oppose au démantèlement et en appelle aux autorités. Mais qui peut faire confiance à M. Marguet et ses amis radicaux ? La réponse doit venir des travailleurs, dans l'entreprise, et d'un large soutien des partis et syndicats à toute action pour défendre l'emploi.

correspondant

Thomke, le dévoreur d'emplois...

Thomke a grand appétit ! A son actif, déjà de nombreux cadavres. Et il ne s'arrêtera probablement pas à la liquidation des manufactures Omega et Longines.

D'abord, dans ces deux usines et leurs succursales (à Cortébert, Villeret et Les Genevez), il a comme deuxième objectif de robotiser l'assemblage et de donner le travail en sous-traitance aux dépens des ateliers actuels. Il ne cache d'ailleurs pas son jeu lorsqu'il déclare à la Tribune — Le Matin (TLM) du 29 février 1984 : "A Bienne nous envisageons de concentrer les opérations de montage sous réserve d'une compétitivité suffisante avec les autres régions horlogères".

Il met ensuite au rebus tous les départements de diversification d'ASUAG, en dernier lieu la liquidation de Speceram près du Locle. "Un cas exemplaire de gâchis", comme titre G. Baillod dans L'Impartial ! Gâchis d'autant plus scandaleux que le terrain pour construire cette usine avait été cédé gratuitement par les pouvoirs publics !...

Dans le secteur de l'habillement, Thomke prépare encore de sérieux coups de balai, notamment à Maeder-Leschot à Bienne. Et, pour le dessert, Thomke a, à son menu, de nouvelles restructurations à l'intérieur du groupe Ebauches SA. Il prévoit en tout cas la suppression des ateliers de mécanique encore répartis aujourd'hui sur l'ensemble des entreprises ASUAG/SSIH pour les concentrer en un seul lieu géographique. Un tel projet signifierait la liquidation de 150 postes de mécaniciens.

Thomke, le retour au capitalisme sauvage...

Utilisant les menaces de licenciements, Thomke oblige certains travailleurs d'Omega Bienne à aller travailler à Granges, avec une diminution de salaire allant jusqu'à 200 francs. De manière générale, la pression du chômage amène les travailleurs de l'horlogerie à subir une perte importante de leur pouvoir d'achat. De la compensation du renchérissement, on n'en parle même plus ! Un exemple concret des conséquences de la politique de Thomke sur les salaires : des décolleteurs d'Omega, déplacés à Granges chez ETA, sont obligés de travailler sur 12 machines au lieu de 9 et, pour maintenir leur salaire antérieur, ils font jusqu'à 12 heures par jour. Des chômeuses, contraintes par l'Office du travail de Bienne, sont utilisées, depuis mai 1983, sous contrat temporaire, renouvelé tous les trois mois. Elles ont subi également des pertes de salaires de l'ordre de 1 à 2 francs par heure, par rapport à ce qu'elles touchaient à Omega ou Bulova. Thomke réalise, aussi sous une autre forme, des économies sur les coûts salariaux en développant la sous-traitance en Valais et au Tessin. Ces usines ne sont pas conventionnées. En introduisant de telles méthodes, Thomke ouvre la voie à tout le patronat horloger. A quand le travail des enfants ? C'est un capitalisme sauvage qui s'attaque radicalement aux conditions de vie et de travail des salariés et vide entièrement de leur contenu les conventions collectives.

Une réponse ouvrière de ceux d'Omega et de Longines

Des négociations secrètes, des transferts quasi quotidiens, un chantage diviseur pèsent sur les travailleuses et les travailleurs. C'en était trop. Une première action de solidarité s'est engagée entre ouvriers et ouvrières, employés(e)s et cadres, des usines Omega (de Bienne, Cortébert et Les Genevez) et Longines (de Saint-Imier et Lajoux). En signant, dans sa presque totalité, une pétition, le personnel de ces usines a mis en cause la politique de Thomke, le fossoyeur de ces deux manufactures. Cette pétition pose entre autres les questions pertinentes suivantes :

"Pourquoi démanteler un appareil de production hautement qualifié, efficace et rentable puisqu'il produit une qualité de pointe à des prix comparables à ETA ? Pourquoi ne pas imaginer qu'après la manufacture, on ne "restructure" pas aussi l'assemblage du mouvement et les centaines d'emplois qui en dépendent ? Pourquoi vouloir réduire de toute urgence le coût des chabloniers de moitié (est-ce une plaisanterie ?), alors qu'il ne représente qu'un très faible pourcentage du prix de revient de la montre terminée ?"

En posant ces questions, ceux d'Omega et de Longines refusent d'accorder leur confiance au grand "stratège" des concen-

"La débâcle à Bienne et Saint-Imier, je n'en suis pas responsable." Thomke, l'homme des banques, et son état-major d'ASUAG/SSIH se lavent les mains des conséquences catastrophiques sur toute une région d'une politique industrielle qui signifie licenciements, chômage, fermetures d'usines et d'ateliers. Car tout indique que dans l'avenir il faut parler de catastrophe industrielle ! Les propos de Thomke, publiés dans le Tages-Anzeiger du 9 mars, sont d'une clarté glaciale. Ils visent à trancher dans le vif, le plus vite possible, car "il y aura une situation de conflit", comme le "craint" ouvertement Thomke.

Et, pendant que dans la commission de négociations les représentants ouvriers sont tenus au plus grand secret, le major Thomke multiplie les déclarations de presse qui annoncent autant de mauvais coups contre les travailleurs : "On continuera à produire à Bienne et Saint-Imier si ça ne coûte pas plus cher qu'à Granges (...). Nous ne sommes pas une institution sociale".

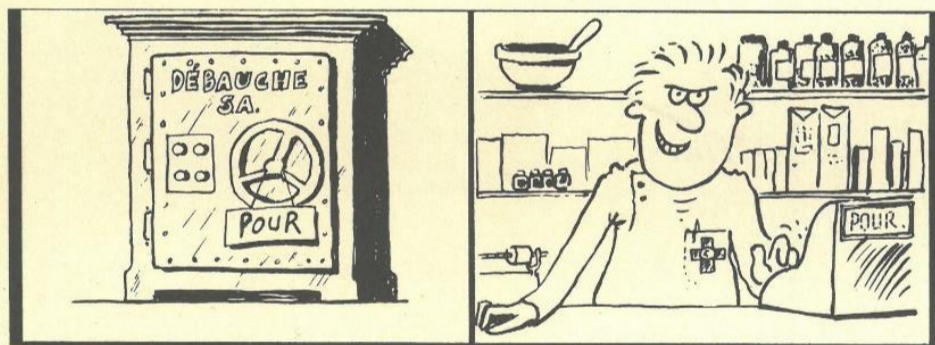
MAIS QUI EST DONC POUR LE TRAVAIL NOCTURNE DES FEMMES ?



Dessin de Giroud

Horlogerie :

LE SACCAGE DES EMPLOIS



trations, le führer Thomke. MAINTENIR LES EMPLOIS LÀ OÙ ILS SONT ! Cette revendication légitime conclut la pétition. Elle exprime sans aucun doute les aspirations de tous les travailleurs de l'horlogerie. Il faut barrer la route à ceux qui hier ont raté le tournant de l'électronique et qui conduisent aujourd'hui les emplois horlogers dans le ravin. Le bon droit est du côté des travailleurs de Longines et d'Omega qui luttent contre la liquidation des manufactures, pour la sauvegarde des postes et de l'outil de travail !

UNE MANIFESTATION LE 17 MARS À BIENNE

Maintenir les emplois là où ils sont et contre le travail de nuit des femmes

Pour soutenir les travailleurs d'Omega et de Longines, le Comité unitaire de la gauche pour la défense de l'emploi (PSO, PS, PSA, PCI, PCE, ATEES et syndiqués FTMH) organise une manifestation autour du slogan des travailleurs "Maintenir les emplois là où ils sont".

Il soutient aussi activement les ouvrières d'Ebauches contre le travail de nuit des femmes. La décision de l'OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail) va tomber prochainement. Le courant d'opposition à l'introduction du travail de nuit grandit. Une cinquantaine de médecins, sur la base de considérations d'ordre médical, ont pris position publiquement dans une pétition :

L'interdiction du travail de nuit : une mesure saine et judicieuse de médecine préventive

Dernièrement, la direction d'Ebauches SA a adressé à l'OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail), une demande de dérogation aux dispositions de la Loi sur le travail concernant le travail de nuit des femmes dans l'industrie. (...)

Si l'autorisation de faire travailler des femmes pendant la nuit devait être accordée à Ebauches SA pour les raisons alléguées dans ses usines de Marin et de Granges, cela pourrait entraîner l'apparition sur une grande échelle du travail de nuit des femmes dans l'industrie.

Sur le plan strictement médical et abstraction faite de toute considération d'ordre politique, les soussignés tiennent à rappeler que selon de très nombreuses études, le travail de nuit et le travail par équipe sont susceptibles d'entraîner fréquemment des troubles de la santé tels que troubles digestifs, perturbation du sommeil, fatigabilité, irritabilité.

C'est pourquoi, ils estiment que l'interdiction du travail de nuit pour les femmes doit être considérée comme une mesure saine et judicieuse de médecine préventive et souhaitent que, dans la décision qu'il est sur le point de prendre, l'OFIAMT non seulement tienne compte de la législation suisse et de la Convention no 89, mais surtout prenne en considération les réserves médicales qui s'imposent.

De leur côté plus de 500 femmes, ont, dans le cadre de la journée internationale des femmes, signé une lettre ouverte à

l'OFIAMT s'insurgeant contre les arguments patronaux voulant "swatcher la journée des femmes" — "le jour à la cuisine et la nuit à l'usine" — tirant ainsi le meilleur profit de leur double rôle.

Les ouvrières ne seront pas la journée à la cuisine et la nuit à l'usine !

Ebauches veut faire lever l'interdiction faite aux femmes de travailler la nuit.

Bien d'autres patrons attendent avec impatience le feu vert !

Leurs arguments :

— Les machines coûtent des fortunes, elles vieillissent très vite. Il faut les rentabiliser au maximum en les faisant tourner 24 heures sur 24. La concurrence étrangère nous y contraint !

— Seules les femmes aux "doigts de fée" sont capables de faire de tels travaux répétitifs. Leur dextérité n'a pas d'égale chez les hommes !

— Les femmes peuvent ainsi augmenter leur salaire, le travail nocturne étant mieux payé.

— Le maintien de cette disposition légale ancienne qui interdit le travail de nuit aux femmes est une "discrimination évidente". Elle est contradictoire au principe de l'égalité des droits.

Les ouvrières vont être contraintes d'accepter si l'OFIAMT lève l'interdiction.

Le groupe syndical FTMH de Marin les soutient et s'oppose au travail 3 x 8 heures x 7 jours.

Ce qu'en pensent les ouvrières :

— On ne nous laisse pas le temps de réfléchir à cette solution. C'est à prendre ou à laisser. Si on refuse on est licenciées. La peur règne dans l'entreprise, surtout pour les femmes immigrées.

— C'est un travail qui rend en quelque sorte idiot. Un travailleur qualifié le refuserait. On est transformé en robot. Imaginez voir défiler des dizaines de milliers de circuits par jour sur un écran !

— Nos salaires sont très bas, 2 200 francs à 2 400 francs environ, soit 600 à 700 francs de moins qu'un ouvrier non qualifié. De plus, beaucoup sont chefs de famille. On ne peut pas risquer le chômage.

— Eux ne travailleront pas la nuit ! Notre santé va y passer... et c'est la seule chose que nous ayons !

Pas d'égalité au détriment des femmes !

Travail de nuit : ni pour les femmes, ni pour les hommes !

Les arguments des tenants du travail de nuit ne sont plus seulement du style égalitariste, mais rappellent le cynisme de la période de la première révolution industrielle où les femmes ont fourni la grande majorité des travailleurs de l'industrie.

Le directeur administratif du groupe ETA-Ebauches SA justifie la demande de dérogation (Feuille d'Avis de Neuchâtel / FAN, du 8 mars 1984) en expliquant que dans les départements des résonances à quartz et des circuits intégrés où serait introduit le travail de nuit, il pourrait ainsi atteindre "une exploitation maximale pour un renouvellement, de même l'adaptation des installations de ces départements au rythme du progrès". Il faudrait parler plutôt des rythmes des profits pour ASUAG ! Et le chef du service médical du travail de l'OFIAMT de confirmer : "Il y a impossibilité de s'adapter totalement au travail nocturne, physiologiquement et biologiquement. Il ne s'agit que d'une pseudo-adaptation". Tout en se consolant comme il peut : "C'est la motivation qui jouera un rôle déterminant : une dépense d'énergie soutenue dans un bon climat psychologique d'entreprise aboutira. De nuit comme de jour, la bonne entente est gage de succès" (FAN, 9 mars 1984).

Ce qui est en cause aujourd'hui à Omega, à Longines, à Ebauches SA, c'est la dignité, la santé, les droits des travailleuses et travailleuses de l'horlogerie. La direction de la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie) reste sans mot dire face aux méthodes pratiquées par Thomke, et c'est tout juste si elle n'applaudit pas ce Zorro ! E. Hofer, secrétaire biennois de la FTMH, membre de la commission de négociation sur l'avenir d'Omega et de Longines se réjouit publiquement de cette prétendue nouvelle forme de participation syndicale ! Participation à l'enterrement des emplois et de tout un secteur industriel...

La voie d'un Tschumi, de la direction de la FTMH, c'est la voie des reculs successifs, des abandons, des marches arrière pour les travailleurs. Les activités des travailleurs d'Omega et de Longines, celles du Comité unitaire de la gauche montrent qu'une autre voie est possible et nécessaire, celle de l'action ouvrière, unitaire, pour défendre pied à pied les intérêts ouvriers.

Paul Sautebin

La réalité cubaine est dure, c'est vrai. N'en déplaise au même journaliste, les plages splendides, les beautés naturelles et le charme des Cubains n'enlèvent pas tout esprit critique à ce qu'il nomme avec tant d'élégance "l'intelligentsia rougeâtre". On se demande comment un pays assié-gé et isolé, qui a entrepris son développement industriel dans des conditions pour le moins difficiles et qui est constamment en butte aux menaces ouvertes de la nation la plus puissante du monde (ouvrez vos radios et vos TV, messieurs les journalistes, vous verrez que ça ne sort pas du cerveau enfiévré des paranoïaques de la CIA), pourrait être confondu avec un "paradis marxiste" (késekésékés, d'ail-leurs ?). Cette confusion est sans doute naturelle pour des gens comme Jean-Louis Kuffer (*Tribune - Le Matin*, 31 dé-cembre 1983), qui emboîtent allègrement le pas à Arrabal, sans se donner la peine de faire la moindre recherche jour-nalistique et pour qui tout regard qui n'est pas foncière-ment malveillant dans la direction du socialisme ou des pays dits socialistes est une gémflexion au Goulag.

Nous sommes pour la suppression des Goulags, où qu'ils se trouvent. Pour nous, qui sommes à la fois critiques et nuancés, supprimer le Goulag n'est cependant pas syno-nyme de supprimer le socialisme. Bien au contraire.

Si l'on voulait rectifier et remettre en perspective toutes les affirmations incorrectes d'Arrabal et de ses épigones, cela donnerait un livre épais. Et vu le terrain douteux sur lequel elle est placée, la polémique aurait en fait peu d'intérêt.

Nous avons beaucoup de choses, par contre, à débattre avec les Cubains. Nous ne sommes pas d'accord avec toutes leurs options, avec toutes leurs méthodes. Mais cette discus-sion ne saurait être hargneuse et totalement de mauvaise foi. Elle ne peut être que constructive. Car, quelles que soient nos réserves, nous maintenons notre solidarité avec la révolution cubaine; une telle solidarité ne saurait être mise en cause par les critiques que nous avons à lui adresser.

Nous publions ici la lettre (ouverte) que Anne Cuneo, qui a fait récemment plusieurs séjours à Cuba, essentielle-ment pour en étudier la musique, a envoyée à Arrabal ainsi qu'à la presse. La plupart du temps, Anne Cuneo n'a pas vécu à l'hôtel mais chez des amis. Elle s'est déplacée libre-ment dans tout le pays, a voyagé seule, a discuté avec les gens. Elle a, dans la mesure où c'est possible pour un étran-ger, même lorsqu'il parle l'espagnol, partagé la vie des Cubains.

Anne Cuneo a préféré ne pas entrer dans la polémique. Elle se contente de rectifier quelques faits.

«**M**onsieur,
Par les soins de Monsieur Christian Bourgois, j'ai bien reçu copie de votre lettre du 1er janvier à Monsieur Fidel Castro de La Havane.

Tout occupé à boire sa pinte de sang frais pendant qu'il se baignait dans sa piscine de marbre, je ne sais pas si Monsieur Castro aura pris le temps de la lire. Aussi, vu l'admiration suscitée en moi par votre amour de la vérité, ai-je pensé rectifier quelques erreurs qui se sont glissées, par inadvertance sans doute, sous votre plume.

Le 16 juillet 1983, au marché de la 42e rue à La Havane, le kilo de café ne coûtait pas 64 pesos comme vous le dites à la page 48, mais bien 0,24 peso. Les bananes étaient à 0,60 peso la livre (et non 1 peso la pièce), les fruits en conserve coûtaient entre 0,40 et 2 pesos le verre de 750 g (les prix variant selon le fruit) et non 7 pesos comme vous l'avez pensé. Pour le lait et les cigarettes, c'est un peu plus compliqué. Le lait n'étant pas tout à fait suffisant pour tout le monde (les vaches miracles sont d'horribles castristes qui s'obstinent à ne pas tenir compte des besoins de la popula-tion) il reste rationné. Chaque famille reçoit 1 litre de lait par enfant en bas âge et un demi-litre de lait par adulte au prix de 0,30 peso le litre (plus 0,20 de dépôt pour la bou-teille). Si les besoins dépassent ces quantités, on peut se procurer du lait "por la libre" pour autant qu'il y en ait au prix de 0,80 peso le litre (plus 0,20 de dépôt pour la bou-teille). Le lait en poudre est en vente libre et coûte 2 pesos la livre. Les cigarettes sont elles aussi rationnées — un scandale, je vous l'accorde. Le fumeur a droit à 4 paquets par mois pour 0,30 peso le paquet. Au-delà, il n'a même pas le loisir d'avoir le cancer en toute liberté, il doit payer ses cigarettes 1 peso le paquet.



Anne Cuneo (ici à Cuba), auteur de *Gravé au Diamant*, *La Vermine*, *Passage des Panoramas*, *Une Cuillerée de Bleu*.

Je me dis que cela vous intéressera de savoir quel était, à une date récente, le prix courant des aliments à La Havane. Il se trouve que le 16 juillet 1983, je l'ai relevé dans plu-sieurs marchés et supermarchés. Mon regret est de ne pas avoir relevé les prix de la viande, je n'aime pas entrer dans les boucheries. Voici donc une liste de prix affichés (un peso vaut environ 10 francs français, ou 2,50 francs suisses) :

melons	0,20 peso la livre
chou	0,05 peso la livre
tomates	0,35 peso la livre
pastèque	0,05 peso la livre
papa	0,12 peso la livre
mangue	0,05 peso la livre
riz	0,24 peso la livre
haricots secs	0,19 peso la livre
sucre	0,14 peso la livre
sel	0,03 peso la livre
huile	0,40 peso le 1/2 litre
beurre	0,30 peso la livre*
concentré de tomates	0,50 peso la livre

* Je suis persuadée que votre amour de la vérité jubile particulièrement à l'idée de pouvoir rectifier l'affirmation selon laquelle le beurre coûterait 5 pesos le kilo...

Je ne vous ennue pas plus longtemps avec des prix. Par ailleurs, vous me direz peut-être que Monsieur Castro dispose d'une police si bien organisée qu'il a pu surprendre dans mon sommeil mon intention de relever les prix ce jour-là et qu'il a pu procéder à une mise en scène pour



Scène de la vie quotidienne à Cuba.

Interfoto

25e anniversaire de la révolution cubaine :

LETTRE OUVERTE À ARRABAL

A l'occasion du 8 janvier 1984, 25e anniversaire de la révolution cubaine, Arrabal, écrivain et cinéaste espagnol vivant à Paris (14 volumes de textes dramatiques, plusieurs romans, des essais, 5 films — *Viva la Muerte*, *J'irai comme un cheval fou*, etc.) a cru bon "envoyer" à Fidel Castro un pamphlet publié à Paris dans lequel il compare Fidel à Franco et fait un parallèle entre le "Big Brother" du 1984 de Orwell et lui.

Cela fait longtemps qu'Arrabal a habitude ses lecteurs et spectateurs à sa vision de l'absurde, qui a parfois atteint des som-mets poétiques admirables.

Ici, cependant, il met son talent au service d'une drôle de cause.

Personne ne conteste, même pas Fidel si on en croit ses discours, que la révolution cubaine, assié-gée depuis un quart de siècle, isolée physiquement du reste de l'Amérique latine par le blocus américain, forcée de recevoir ce qu'il lui faut du lointain bloc socialiste européen, n'est pas le modèle idéal du socialisme. On peut émettre des critiques, discuter les méthodes, craindre une bureaucratisation croissante avec son corollaire de privilèges pour une minorité. On ne peut pas, cependant, faire ce que fait Arrabal et dénigrer systématiquement tout ce que la révolution cubaine a fait de positif.

Ce qui étonne, de la part de quelqu'un qui engage tout de même là son nom — sa réputation — c'est l'arbitraire de la démonstration, basée sur un solide tissu d'ignorances, de falsifications, de distorsions et de mensonges, au sens propre — un exemple : page 18 "Les parents cubains sont contraints d'acheter à votre Etat les manuels, tout le matériel scolaire (...)". C'est faux et facile à constater. Seulement, pour le faire, il faut peut-être se déplacer, quitter un instant sa table de travail. Ce que ne font pas les "critiques" de chez nous. Et nous n'entendons même pas, comme le fait pour nous Antoine Exchaquet (*Tribune - Le Matin* du 31 décembre 1983), "envoyer les journalistes à Cuba". Il suffit de lire les statistiques et documents pour constater qu'il est faux qu'il y ait plus d'analphabètes à Cuba aujourd'hui qu'en 1959, ou plus de malades, ou plus de gens affamés, etc.

En isolant des phrases (notamment de reportages parus dans *Le Monde*), en faisant des amalgames, en interprétant comme "fautes de régime" des choses qui font partie de toute société industrielle en développement et que l'on retrouve, à un stade similaire, aussi bien à Paris, à Madrid ou à Stockholm par exemple, Arrabal réussit à brosser un tableau pour le moins fantai-siste de la réalité cubaine.

mon bénéfice. Les gens savaient ce qui les attendrait en rentrant si leur CDR s'apercevait qu'ils n'avaient pas joué leur rôle de personnes normalement nourries.

J'ai été très intéressée par votre récit au sujet de la "préqueue", des 10 pesos que l'on paie pour un ticket avant de pouvoir acheter une paire de chaussures. Il est vrai que, lorsqu'il y a un arrivage de chaussures plus ou moins dernier cri, les gens se pressent. Mais, ayant fait cette longue queue trois fois, je n'ai vu personne acheter de ticket et n'ai pas dû en acheter moi-même. Quant aux sandalettes normales, aux bottes de pluie, elles sont en vente comme ailleurs et il n'y a pas de queue à faire. Cela dit, au moment où je vous écris ces choses un affreux doute m'assaille : serait-ce encore un coup à Castro pour me faire croire que les Cubains ne sont pas des va-nu-pieds ? Ce type-là ne recule devant rien pour soigner son image de marque, vous le dites avec beaucoup de pertinence.

Je voulais vous signaler une autre erreur de typographie qui s'est glissée à la page 48 de votre texte. Le salaire mini-mum d'un ouvrier non qualifié se situe aux environs des 150 pesos net, je veux dire qu'il n'y a pas là-dessus d'impôts à payer, que le loyer ne peut pas, sur un tel salaire, excéder 6 o/o et que les soins médicaux et l'éducation sont gratuits (mise à part la pinte de sang, les yeux arrachés et — vous n'en parlez pas mais je suis sûre que ça existe — les reins transplantés de force). Quant aux ouvriers qualifiés, ils ne touchent pas 95 pesos, mais des salaires dans les 250 pesos.

De toute façon, comparer le pouvoir d'achat de pays comme la France et Cuba, ce n'est pas possible. Les dépenses sont réparties autrement en économie planifiée qu'en économie de marché, et le pouvoir d'achat d'un salaire de 2500 francs français et de 250 pesos n'ont pas grand-chose en commun hors d'un bureau de change.

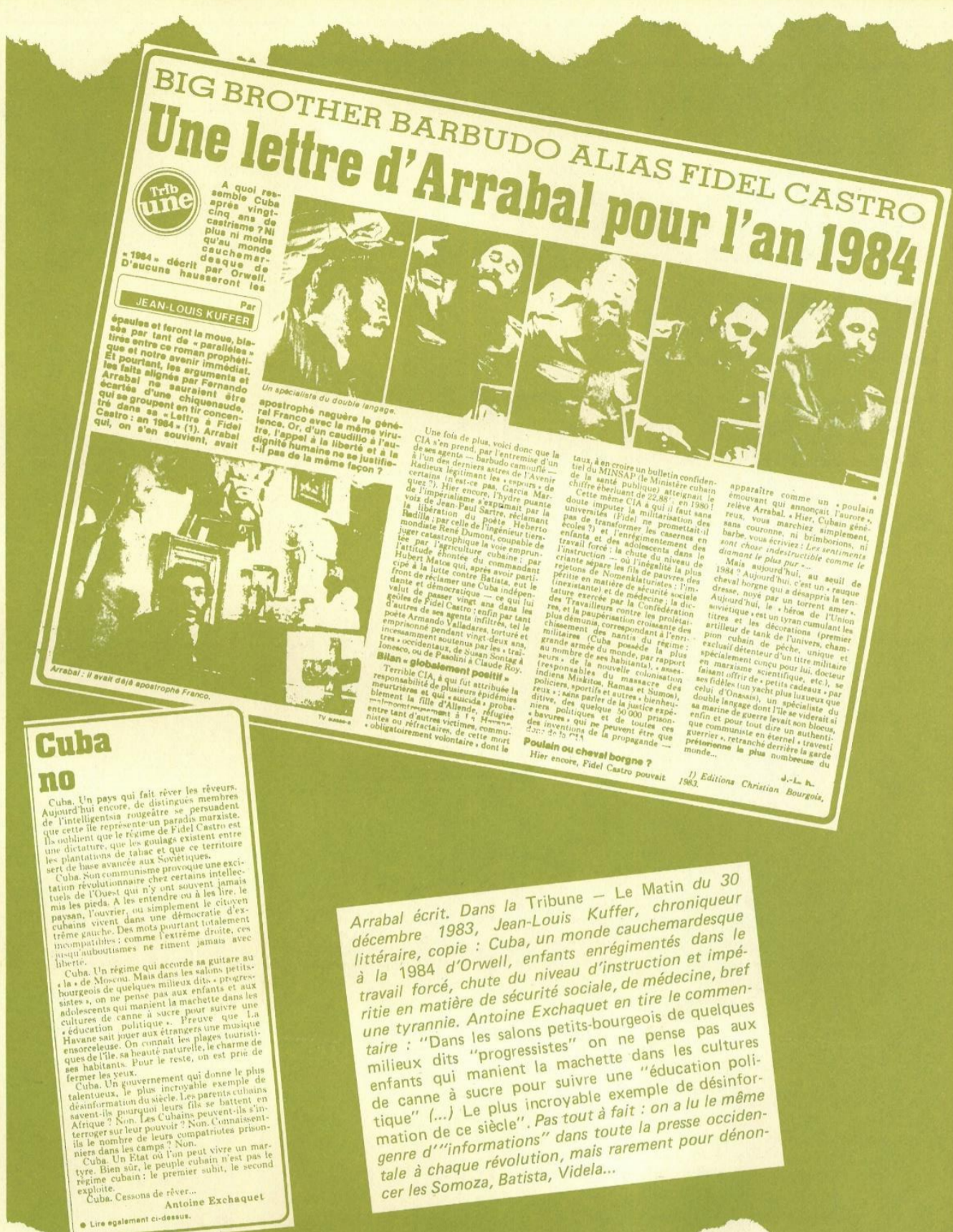
Enfin, ces petits détails n'enlèvent rien à la force de votre admirable texte, vous lui clouez vraiment le bec à ce salaud de Castro. J'ai particulièrement aimé la qualité de vos images poétiques. Je pense par exemple à votre mention répétée des visages amaigris et des gens affamés. C'est une image d'autant plus saisissante si l'on pense qu'il n'est plus possible de comparer les indicateurs de santé cubains à ceux des pays du tiers monde, mais qu'il faut s'en référer à ceux des pays les plus développés. Par ailleurs, la consommation calorifique des Cubains se situe en moyenne aux alentours de 3000 calories par jour et par habitant, presque le triple de celle des voisins haïtiens ou boliviens par exemple, qui sont, eux, partie prenante du monde libre.

Puisque j'y suis, je voudrais encore vous dire que vos yeux ont dû vous jouer un tour : en effet, la flotte qui assiege l'île et bloque autant que possible entrées et sorties n'est pas composée de bateaux cubains mais de navires (souvent porte-avions) battant pavillon des Etats-Unis. Vous étiez si perdu dans les délices de la création que vous avez mal vu sans doute. Le sérieux avec lequel vous décrivez le pays prouve bien que vous avez dû y effectuer de longs séjours.

Ces quelques considérations n'enlèvent vraiment rien à l'admiration que je vous porte. Votre description du système d'éducation, des comités de quartier, du yacht de ce misérable Castro, responsable comme vous le dites si bien de tout ce qui se passe dans le monde, du massacre des Miskitos à la misère des quartiers noirs de Johannesburg, votre description disais-je est digne de l'enfer de Dante, et cette imagination délirante qui vous a, à juste titre, rendu si célèbre, vous permet d'interpréter fort justement la moindre ligne de cette bible qu'est le quotidien Le Monde. Comme vous parlez du système de transports par exemple ! Admirable, cette description des bus qui ne s'arrêtent jamais. Je vous le dis, Castro est un malin et il a dû organiser des arrêts exprès pour moi, même lorsque les bus étaient bondés. Heureusement que vous m'avez ouvert les yeux ! Je souhaiterais vraiment que vous envoyiez une lettre tout aussi lyrique à la RATP, pour qu'enfin quelque chose se passe dans le système de transports de la région parisienne. Ça nous rendrait à tous les plus grands services. Dans les bus, si bondés que l'on se serait cru à La Havane, à Londres, à New York ou à Cape Town à l'heure de la sortie du travail, je me suis même fait peloter, voler mon sac, insulter, éjecter. Les Cubains, eux, sont trop mal en point pour oser toucher les fesses d'une femme, ils manquent trop d'initiative (la faim, n'est-ce pas) pour voler. Et si une femme ne peut même plus se sentir trahie, où est le piquant de l'existence, je vous le demande un peu...

Voilà mon cher Monsieur ce que je tenais à vous dire. Croyez que si je vous rencontre, mes émotions seront trop puissantes : je changerai de trottoir. Je préfère renoncer aux sensations que j'éprouverais en vous serrant la main. Sans doute n'avez-vous d'ailleurs pas le temps de flâner, vos activités épistolaires au nom de la justice doivent absorber tout votre temps libre. Je suis persuadée que vous êtes actuellement fort occupé à écrire au président Reagan au sujet des ghettos noirs de New York. Permettez-moi une suggestion : pour le mettre de bonne humeur et bien le prédisposer en votre faveur, envoyez-lui votre lettre à Castro.

Veuillez croire, Monsieur, à mes sentiments distingués.
Anne Cuneo
Zurich, le 10 février 1984



Arrabal en flagrant délit

Afin d'éviter à nos lecteurs un achat inutile, nous publions ci-dessous quelques extraits du pamphlet d'Arrabal, significatifs du ton et de l'argumentation utilisés. Nous renonçons à respecter la présentation typographique particulière de l'ouvrage, censée fournir un supplément de licence poétique au texte. Car la licence n'est pas ce qui manque dans cette œuvre. Et la place nous est comptée.

En 1959 Cuba damait le pion à la Suède en matière de musique, de roman, de poésie, d'échecs, de chemins de fer, d'appareils de télévision, etc. (p. 14)

Cuba, assure-t-on, a fait un bond de géant, en deux domaines : Education et Sécurité Sociale.

Sur ces deux chapitres, à mon avis, ses bonds ne sont pas de géant, pas même de gnome mais d'écrivain, car, on le sait, c'est là un animal qui va à reculons. (p. 15)

Le pourcentage d'analphabètes, dans l'île, est passé de 78 o/o le jour de l'indépendance (en 1898) à 21 o/o quand vous êtes arrivé il y a 25 ans. Le peuple cubain espérait voir disparaître cette tare; les plus pessimistes présageaient que dans les années 70 on en verrait la fin : l'instauration du communisme a empêché cette victoire.

Actuellement, le nombre d'étudiants universitaires pour mille habitants n'est plus que la moitié de celui que vous avez trouvé à votre arrivée, et le budget de l'Education a baissé dans les mêmes proportions. (p. 21)

Les serfs, dans l'île, sont dévorés par les moustiques, les cafards, les mouches et la chaleur et, de leurs grabats d'hôpital qui sont leurs lits de rougeurs, de chaleur et de

douleur, ils verront les latrines combles et les eaux sales tout inonder. (pp. 26-27)

"Newsweek" précise que votre régime est "une révolution déguenillée", ... il aurait dû préciser qu'elle ne l'est pas pour les riches.

Un visage amaigri, un rêve de marmite, la confiance perdue, une lampe sans lumière et au vent l'espace vaincu par un hiver sans fin.

Depuis que Cuba a obtenu son indépendance, en 1898, jamais le Cubain n'a si mal mangé ni si cher, n'a davantage travaillé pour un si piètre salaire, n'a vécu dans des logements aussi crasseux, n'a voyagé avec plus de fatigue, n'a subi tant de chaînes et vu autour de lui se creuser un gouffre aussi profond entre riches et pauvres. (p. 50)

Vous n'avez pas vaincu le racisme, mais vous vous êtes rendu à lui : Cuba parvient à transformer en réalité le rêve des Blancs de Rhodesie, en soumettant la majorité de couleur à la minorité qui a la vôtre. (...)

Il faut voir avec quelle audace vous vous autorisez à donner des leçons d'antiracisme à l'Afrique du Sud bien

appuyé sur vos esclaves. Si le Noir cubain majoritaire ne connaît le pouvoir à Cuba que par vos ordres impératifs, la faute n'en revient ni aux "yankees" ni aux "multinationales".

Mais vous ne rougissez pas, vous et les vôtres, de vous adjuger le titre rouge et la rouge étiquette de "tiers-mondiste". Car si ce n'est pas un péché dans votre cas de descendre des conquistadors qui exterminèrent ou exploitèrent les races vaincues, vous êtes bien entièrement responsable si, aujourd'hui comme hier, la colonisation passant le relais à "Révolution", les Noirs travaillent toujours comme des "nègres" et les Blancs gouvernent comme des hidalgos. Négrier ! (pp. 63-64)

Vous qui envoyez des soldats cubains, mercenaires de l'Impérialisme soviétique, dans une douzaine de pays, cent mille avez-vous reconnu vous-même, vous tenez cependant en alerte une division blindée soviétique pour faire front à la rébellion de votre peuple contre les éternels "jeunes rebelles" (...)

Car elle est célèbre l'armée cubaine en Angola, qui impose le communisme à la pointe de ses baïonnettes. Mais les 8000 "assesseurs" que vous avez envoyés au Nicaragua, ne le sont pas moins, et je dirais même qu'ils le sont davantage, car ils ont ajouté à leur notoriété le génocide.

Le massacre des indiens Miskitos, Ramas et Sumos, vos "assesseurs" l'ont exécuté en suivant les normes de votre maître Staline (...) (p. 77 et p. 79)

La gauche socialiste se réunit à Bienne :

LE DÉBAT N'EST PAS CLOS

Réunis à Bienne le samedi 17 mars, les militants socialistes mis en minorité au Congrès de février vont discuter de leurs perspectives après le maintien au Conseil fédéral.

Pour Otto Stich et Pierre Aubert, installés dans leur fauteuil du Conseil fédéral, le débat du Congrès socialiste de février est clos. Ils resteront et tout continuera comme avant. Pour la direction autour de Hubacher, le débat est aussi clos. Elle avait prôné le retrait du Conseil fédéral, sans perspective ni stratégie pour un PS d'opposition. Elle a récolté les fruits de sa politique. Il ne lui reste à proposer qu'un mélange de "bonne collaboration" avec quelques signes d'opposition. Dans ces conditions, la crise du Parti socialiste qui s'est manifestée au Congrès — affaiblissement de son audience, faibles liens avec les syndicats et, plus encore, les travailleurs, absence de réponses propres

face à la politique d'austérité bourgeoise — cette crise va persister et susciter le désarroi de bien des militants.

Le débat n'est pas clos

C'est dans ce contexte que se réunissent à Bienne les militants du PSS qui ont défendu le retrait du Conseil fédéral. Pour eux, le débat du Congrès n'est pas clos. La crise du parti exige de trouver des réponses, une autre orientation. Reste à savoir lesquelles.

Le Congrès des Jeunesses socialistes, tenu le 3 mars, se prononce pour la construction d'une "opposition socialiste" et un contrôle strict des parlementaires du parti. Andreas

Lutz, qui vient de démissionner de son poste de secrétaire central du PSS, propose aussi de "s'engager dans la création d'une opposition socialiste". Mais ce terme reste vague. De Hubacher aux militants du "Groupe d'Yverdon", les positions ne sont pas les mêmes sur des questions politiques pourtant décisives ! Le Parti socialiste, porteur de l'initiative pour le droit de référendum sur les crédits militaires, va-t-il refuser ou non le crédit record pour les chars Léopards ? Va-t-il agir contre les programmes d'austérité bourgeois ou continuer à les négocier — ou même les soutenir — non seulement au Conseil fédéral mais encore dans les exécutifs cantonaux et communaux ?

Avant tout, agir !

L'avenir d'une "opposition socialiste" dépendra pour beaucoup

des réponses qu'elle apportera à ces questions. L'assemblée du 17 mars serait un coup d'épée dans l'eau si elle se bornait à chercher le plus petit dénominateur commun de tous les mécontents du Congrès — par exemple sous forme d'une réforme des statuts du PS. Ce consensus minimum a justement montré ses limites au Congrès. Allié à Hubacher sur la proposition de retrait, la gauche ne s'est pas affirmée comme une force capable d'avancer ses propres propositions d'action. Répéter l'opération ne conduira qu'à répéter, au prochain Congrès de Saint-Gall, la même situation.

Si l'assemblée du 17 mars parvient à se fixer quelques objectifs d'action prioritaires, le rapport de forces peut, au contraire, commencer à évoluer. Les objectifs ne manquent pas : contre le programme d'armement, pour les dépenses

sociales ou la défense de l'emploi, pour les droits des femmes et contre le travail de nuit à Ebauches, par exemple. Mais les forces prêtes à s'engager pour agir restent faibles — comme dans tout le mouvement ouvrier d'ailleurs.

Dans ces conditions, une "opposition socialiste" qui resterait prisonnière à l'intérieur d'un PSS qui ne veut pas changer se condamnerait vite à l'isolement et aux déceptions. L'unique chance de surmonter les blocages que les notables du parti ne manqueront pas de dresser, une fois encore, à une défense active des besoins des travailleurs, est de commencer à agir, vers l'extérieur. Avec toutes les forces prêtes à le faire ensemble. Si l'assemblée du 17 mars s'y décide, propose des objectifs communs, le débat du Congrès socialiste de février ne sera vraiment pas clos...

M. Rivière

Interfoto



La "Voix Ouvrière" et la Tchécoslovaquie :

IL N'EST PIRESOURD...

De retour d'un "bref séjour" en Tchécoslovaquie, fait de visites éclairées et de quelques discussions "approfondies" comme ils le disent eux-mêmes, deux responsables du Parti du travail (PdT/POP), Hansjörg Hofer et Pierre Guéniat, rapportent sur une pleine page de la Voix Ouvrière (1er mars 1984) leurs impressions de voyage et leur communiqué commun avec le Parti communiste de Tchécoslovaquie (PCT). Un acte de soumission comme on n'en avait plus lu depuis quelque temps dans le journal du PdT/POP...

"Le socialisme ne se construit pas en laboratoire", titre Guéniat, pour expliquer que les temps sont difficiles, que la crise mondiale provoque la stagnation et que les pressions militaristes de l'OTAN alourdissent la facture. En un mot : le "socialisme réel" est comme il est parce qu'il dépend du contexte international... Cet argument — le plus vieux, qui a justifié toutes les "erreurs" du stalinisme — est malheureusement si éhonté qu'on a de la peine à ne pas y lire une mauvaise copie des discours officiels entendus à Prague.

Guéniat, par exemple, explique que "la productivité reste bien inférieure à celle qui est exigée des travailleurs dans les pays capitalistes". Que le capitalisme extorque

la plus-value par l'épuisement des travailleurs ne justifie rien. Comment se fait-il que 35 ans de "socialisme" n'aient pas réussi à utiliser plus rationnellement les potentialités techniques (la Tchécoslovaquie est un pays industrialisé) et humaines ? Et pourquoi les responsables n'ont-ils pas prévu — tout comme les bureaucrates polonais d'ailleurs ! — la crise capitaliste et les difficultés de la croissance ? Sur des questions aussi élémentaires, silence. Or le socialisme n'est justement possible qu'en développant une productivité du travail supérieure, qui permette de satisfaire les besoins des masses (consommation, diminution du temps de travail, etc.).

Au moment de la crise polo-

naise, la Voix Ouvrière (VO) — à l'instar du POUP — expliquait que les "déformations bureaucratiques", la "mauvaise gestion" avaient con-



duit le pays à la crise. Mais cela ne vaudrait pas pour la Tchécoslovaquie ? C'est faire fi du passé récent. En 1968, lors du "Printemps de Prague", toutes ces questions étaient

en discussion publique, ouverte. Aujourd'hui, Guéniat et Hofer ne veulent rien d'autre que faire oublier le Printemps de Prague. Comme si la bureaucratie tchèque, derrière les chars soviétiques, n'avait jamais extorqué aux travailleurs leur volonté d'autogestion ! ; comme si 500 000 membres du PCT n'avaient jamais été exclus, et pour certains emprisonnés ou condamnés à l'exil ; comme si, depuis seize ans, le pouvoir n'avait pas systématiquement emprisonné la plus petite opposition (non seulement la Charte 77, qui lutte sur la base des droits reconnus par la Constitution tchécoslovaque, mais même les animateurs de concerts pop !).

Autant de bassesse et de soumission dans l'amnésie politique ne peuvent qu'écoeurer n'importe quel militant. Surtout quand le communiqué commun ajoute que les deux parties expriment "leur solidarité avec tous les peuples qui luttent pour l'indépendance, la liberté, la démocratie et le progrès social". Allez vous étonner après cela que la propagande anticommuniste ait prise !

Mais le plus choquant est le

passage sur le surarmement. Le communiqué commun dénonce la course aux armements, souligne la nécessité de "s'engager dans une voie conduisant à l'élimination du continent européen de toutes ces armes, qu'elles soient tactiques ou de portée intermédiaire". Cela au moment où la Tchécoslovaquie accepte l'installation de missiles soviétiques en "représaille" au déploiement des Cruise et Pershing ! Bravo ! A Brno, une pétition circule largement contre ces missiles. Un mouvement pacifiste indépendant se forme en Tchécoslovaquie. Des "agents de l'impérialisme" ? Le PdT/POP se défend lui-même, à juste titre, du qualificatif "d'agent de Moscou" dans le mouvement pacifiste... D'ailleurs, n'a-t-il pas manifesté à Berne contre les Pershing II, les Cruise et les SS-20, pour une zone dénucléarisée en Europe ?

M. Thévenaz

1. L'absence d'autogestion est justement l'une des causes essentielles du faible taux de productivité. Mais Guéniat se félicite de la participation des travailleurs dans l'entreprise "sans pour autant qu'il soit question d'autogestion"...

Face aux chars soviétiques, les barricades du "printemps de Prague".



Liban :

Israël et les Etats-Unis avaient un beau rêve : remodeler selon leurs désirs le Liban, autour de l'Etat fort et phalangiste d'Amine Gemayel. D'où l'accord libano-israélien du 17 mai 1983 et l'envoi de la Force multinationale d'intervention. Le beau rêve s'est écroulé : l'accord est aujourd'hui dénoncé par Amine Gemayel et la Force multinationale a plié bagages. Car la réalisation de ce rêve reposait sur trois conditions au moins : à l'intérieur du Liban, il fallait militairement écraser toute opposition au camp maronite ; à l'extérieur, il fallait obtenir la neutralisation complète de la Syrie ; et l'une et l'autre choses ne pouvaient être réalisées sans un engagement militaire accru des Etats-Unis et d'Israël. Jérusalem, profondément embourbée au Sud-Liban, en proie à une grave crise interne, s'y refusait. Washington, aux prises avec la révolution centro-américaine et à l'ouverture d'une année électorale, ne pouvait partir seule dans une aventure militaire de cette envergure.

Pris au piège d'une politique dont ils n'eurent pas les moyens, Israël, Washington et leur allié local Gemayel ont

LE CHEMIN DE DAMAS

dû dès lors redécouvrir le chemin de Damas. Hafez El Assad, le "lion" de Syrie, avait du reste bien pris soin de n'en jamais fermer l'accès.

Débâcle impérialiste, retour au premier plan de la Syrie pro-soviétique, conférence libanaise de réconciliation nationale à Lausanne : va-t-on ainsi vers une paix libanaise sous tutelle syrienne ?

A la longue, certainement pas. Ni l'habileté manœuvrière de Assad, ni les traditionnelles capacités de marchandage des différents chefs de clans libanais ne peuvent faire oublier longtemps que le sort du Liban dépend dans une large mesure de la situation régionale. Où, tôt ou tard, la "bombe" palestinienne fera à nouveau entendre son tic-tac. Où, tôt ou tard, le dénuement et la misère lanceront dans l'action les masses déshéritées, comme on l'a vu récemment au Maghreb. Où, tôt ou tard, la solidité apparente des régimes arabes apparaîtra pour ce qu'elle est : un échafaudage branlant étayé par la répression. La lutte de succession qui s'est ouverte, à coups de blindés, en Syrie même, le montre à l'envi. Sans parler de la logique déstabilisatrice de la guerre entre l'Irak et l'Irak. Le Proche et le Moyen-Orient restent une zone de tempête, dont les vagues continueront à battre les côtes libanaises. Les dirigeants réunis à Lausanne le savent. Comme ils savent qu'une poursuite des combats, à l'heure actuelle, finirait rapidement par déboucher sur une partition effective du Liban, qui serait alors composé de plusieurs zones "à population homogène" (du point de vue confessionnel et communautaire) en lutte permanente. Avec en plus le problème de la zone à attribuer aux chiites libanais, qui proviennent en grande partie du sud du Liban, actuellement tenu par Israël. Cette "solution", qui n'est qu'une manière de prolonger la crise en attendant des jours meilleurs militairement parlant, est soutenue par une partie du camp chrétien, celui des Forces libanaises (phalangistes).

Les autres forces représentées semblent plutôt favorables à une trêve temporaire, accompagnée d'un ravalage de façade du Pacte national de 1943 et de quelques réformes. Façon de ne rien résoudre, en attendant la prochaine vague et son ressac.

Eric Peter



Infirmières britanniques en lutte contre les lois antisyndicales.

Grande-Bretagne :

Maggie s'avance, la direction syndicale recule

Durant son premier mandat, Margareth ("Maggie") Thatcher avait fait passer deux décrets antisyndicaux. Aujourd'hui, forte du tournant à droite des directions syndicales (cf. *La Brèche* no 305 du 8 octobre 1983), elle entend bien en tirer le maximum de profits. Les travailleurs de l'industrie graphique, lâchés par le TUC (Trade Union Congress, la centrale syndicale unique) viennent d'en faire la cruelle expérience. Et déjà Maggie prend les travailleurs de la fonction publique dans son viseur...

Les lois antisyndicales du gouvernement Thatcher s'en prenaient tout à la fois aux piquets de grève, à leur extension, aux actions de solidarité et au système du *closed shop* (monopole syndical sur l'embauche). Elles prévoyaient la possibilité d'attaquer juridiquement et financièrement les syndicats et leurs dirigeants par quiconque s'estimant lésé par l'une ou l'autre activité syndicale. Cette batterie anti-ouvrière a été récemment utilisée dans le conflit opposant l'Association graphique nationale (NGA) et le groupe de presse Stockport Messenger.

L'isolement des syndiqués de l'industrie graphique

A l'origine de ce conflit, le licenciement de six syndiqués par un patron de presse du nord-ouest de l'Angleterre. Ce patron de choc fut immédiatement soutenu par les secteurs les plus agressifs du patronat, regroupés dans l'Institute of Directors.

Comprenant l'enjeu de ces licenciements, les travailleurs de l'industrie graphique, soutenus par le NGA, réagirent vivement. Des piquets de grève syndicaux très massifs, comptant jusqu'à 4000 militants, s'affrontèrent aux forces de police. Le NGA fit appel au TUC et au Parti travailliste, pour qu'ils mettent leur poids dans la bataille. Mais comme les actions du NGA avaient été menées traditionnellement — c'est-à-dire sans se préoccuper de la nouvelle législation antisyndicale — le TUC et le Parti travailliste refusèrent un soutien allant au-delà des lois imposées par Maggie Thatcher. Le NGA se re-

trouva donc seul et le gouvernement remporta la victoire haut la main.

Au tour des "services essentiels"

Le deuxième front de la guerre antisyndicale fut celui du droit de grève dans les services publics devenus de prétendus "services essentiels". C'est ainsi que les 7000 employés du centre secret de télécommunication de Cheltenham se sont vu interdire d'adhérer au syndicat "dans l'intérêt de la sécurité nationale". Personne ne s'y est trompé : c'est bien les droits de l'ensemble du personnel des services publics qui sont visés. La grève massive des fonctionnaires qui suivit l'annonce de la mesure prise à Cheltenham est là pour le montrer.

Cela n'empêcha toutefois pas la direction du TUC de proposer au gouvernement une sorte de "paix du travail" permanente à Cheltenham en contrepartie de la restitution du droit d'organisation de ses employés. Alors que la mise en cause du droit de grève dans la fonction publique est justement l'objectif de "la Dame de fer"...

Séparer le Parti travailliste des syndicats

Mais l'offensive gouvernementale ne s'arrête pas là. Elle cherche aussi à séparer le Parti travailliste de sa base syndicale. Le gouvernement — soudain soucieux de l'organisation démocratique des syndicats — propose en effet que les dirigeants soient directement élus au moins une fois tous les cinq ans par les

membres. Il ajoute, et l'affaire devient claire, que toute action de lutte appelée par le syndicat sans vote à bulletin secret sera passible d'un recours en justice des patrons ; en outre, tous les dix ans, les membres des syndicats devraient se prononcer pour savoir s'ils désirent toujours avoir des "fonds politiques" qui leur permettent de soutenir le Parti travailliste. Le but est donc de rompre le cordon ombilical reliant le Parti travailliste et les syndicats. Ce qui d'une part enfoncerait encore plus le Parti travailliste dans l'appareil d'Etat et le Parlement et d'autre part donnerait la possibilité au TUC de s'adresser à des partis bourgeois, comme l'Alliance (libéraux + Parti social-démocrate). Il s'agit très clairement d'affaiblir la classe ouvrière, de lui ôter tout moyen d'expression politique propre. La riposte du TUC reste, à ce jour, pour le moins molle. Une partie de sa direction est en effet déjà bien avancée dans un tournant droitier, qui l'amène à voir d'un bon œil la possibilité de collaborer avec des forces politiques comme l'Alliance. Cette orientation vers un syndicalisme "apolitique" suscite toutefois des frictions à l'intérieur même de la direction du TUC.

Cependant, l'élément le plus encourageant est représenté par l'émergence, dans plusieurs syndicats, d'une "Gauche large", correspondant grosso modo au courant regroupé derrière Tony Benn dans le Parti travailliste. Organiser nationalement ce courant, renforcer les liens entre la gauche syndicale et la gauche travailliste, riposter à la fois à la nouvelle offensive de Thatcher et à la politique capitalarde des directions syndicales et travaillistes, telles sont les tâches de l'heure pour les militants socialistes révolutionnaires en Grande-Bretagne.

D'après l'article de Steve Roberts, paru dans *Inprecor* no 168, du 5 mars 1984

Nicaragua :

LES ÉLECTIONS, DÉFI À L'IMPÉRIALISME

Depuis des mois, l'un des volets de la guerre que mènent les USA en Amérique centrale est de présenter le Nicaragua comme un pays "totalitaire", au gouvernement "illégitime" faute d'élections démocratiques. Défiant l'impérialisme sur ce terrain comme sur les autres, le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua a décidé la tenue d'élections, le 4 novembre prochain, pour une Assemblée constituante et pour la présidence du gouvernement.

Ce volet idéologique de la guerre américaine contre la révolution sandiniste n'est certes pas aussi dévastateur que l'intervention militaire, le sabotage des "contras" armés par la CIA ou le boycott économique qui étrangle le Nicaragua. "Les banques multinationales nous limitent les crédits, cela fait aussi partie de la guerre", rappelle Sergio Ramirez, membre de la junte, et qui précise à juste titre : "Les élections ne sont pas ce qu'il y a de plus important (...) l'essentiel demeure notre conflit avec les Etats-Unis. Nous n'allons pas y mettre un terme avec des élections (...) Les Etats-Unis en effet n'accepteront jamais la légitimation du pouvoir sandiniste par des élections"¹.

Démocratie formelle et réelle

Situer ce contexte est important. Les chantages impérialistes de la "démocratie" n'ont jamais été embarrassés pour l'écraser — que ce soit au Salvador ou demain au Nicaragua. Mais surtout, des élections au Nicaragua ne seront qu'un aspect des conquêtes démocratiques de la révolution depuis près de cinq ans. Nous n'érigons pas un processus électoral en critère absolu

de la "démocratie" — comme le fait la bourgeoisie lorsque cela l'arrange... ! Même les gouvernements bourgeois les plus "démocratiques" (comme en Suisse) ont toujours gouverné en temps de guerre en

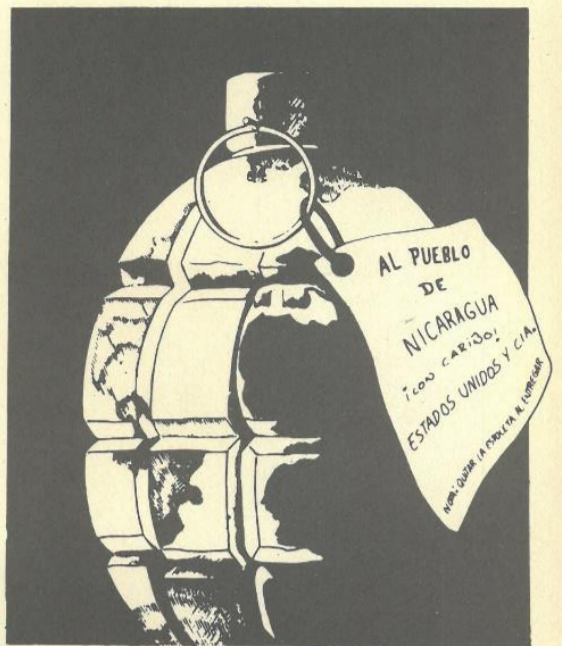
recourant aux pleins pouvoirs². Et le Nicaragua est en guerre contre la plus formidable puissance impérialiste.

S'il tient et résiste, c'est justement à cause des conquêtes démocratiques réelles — et non simplement formelles — acquises depuis 1979 : distribution de la terre aux paysans (qui s'est encore accélérée l'an dernier), alphabétisation et développement du système sanitaire, efforts de redressement économique malgré le boycott international, croissance impressionnante



Membres d'une brigade de travail américaine au Nicaragua.

"Au peuple du Nicaragua, avec nos meilleurs vœux !
Nota Bene : tirer l'anneau avant d'offrir."



des organisations de masse, développement de l'armée populaire qui affirme son indépendance nationale. Autant de conquêtes démocratiques pour lesquelles les travailleurs et paysans pauvres du Salvador, du Honduras, du Guatemala ou du Costa Rica se font réprimer ou même massacrer !

Une riposte tactique efficace

Cela dit, l'annonce des élections pour novembre est une riposte tactique efficace à la campagne impérialiste sur "l'illégitimité" du pouvoir sandiniste. La bourgeoisie internationale et les partis de droite au Nicaragua (qui ont, quoi qu'on en dise, leur existence légale³) ont, depuis 1979, fait des élections leur cheval de bataille pour mobiliser l'opinion, intérieure et plus encore internationale, contre la révolution sandiniste. Le journal *La Suisse* s'en est fait récemment l'écho avec une veulerie sans précédent.

Or, aujourd'hui, à l'annonce de l'échéance électorale, toute la droite prépare... le boycott ! Tous les prétextes sont bons : refus du droit de vote à 18 ans (ils proposent 21 ans dans un pays où la majorité de la population a moins de 20 ans !), exigence du droit de vote pour les somozistes et les "contras", refus du droit de vote aux militaires (charmante, leur démocratie, non ?). C'est dire leur embarras — et celui des USA — devant la riposte des sandinistes sur ce plan.

Consolider la révolution

Les élections ne sont cependant pas seulement une bonne arme tac-

tique. Les dirigeants sandinistes soulignent sans cesse qu'elles doivent "consolider la révolution", légitimer le pouvoir conquis le 19 juillet 1979. Les organisations de masse s'engagent dans une campagne active de mobilisation. Pour la centrale

AMNISTIE POUR LES MISKITOS

Reconnaissant que les erreurs commises envers les Indiens Miskitos par le Front sandiniste (FSLN) ont permis aux "contras" d'exploiter leur rébellion, le gouvernement sandiniste a décrété, en décembre dernier, une large amnistie pour tous les Miskitos qui, dans le pays comme à l'extérieur, ont commis des délits contre l'ordre public. Les considérations politiques de cette décision sont parlantes d'eux-mêmes : il est reconnu que "l'état d'agression contre-révolutionnaire auquel leur région a été soumise, son sous-développement séculaire, l'exploitation et le retard dans le domaine des communications ont fait de ces populations des victimes faciles de la manipulation, de la mystification et de la soumission par la terreur aux bandes contre-révolutionnaires". Résultat de cette amnistie : non seulement l'intégration des Indios progresse mais les opérations des "contras" sur la côte atlantique diminuent. Perdant pied, ils réagissent en opérant des raids pour enlever des Miskitos (à Francia Sirpe, le 20 décembre 1983) et ont même massacré 200 Miskitos du campement Mokoron au Honduras le 6 janvier 1984 pour les empêcher de retourner au Nicaragua.

syndicale CST, c'est l'occasion "d'institutionnaliser le pouvoir des travailleurs, nous allons garantir que pas une seule entreprise ne soit retirée des mains du peuple, ni une usine, ni une banque, ni un pouce du territoire. Nous allons garantir que la bourgeoisie ne revienne jamais au pouvoir". Les Jeunesses sandinistes de leur côté ont lancé une pétition pour le droit de vote à 16 ans sous le mot d'ordre "Nous construisons le pays, nous voulons voter". Au-delà de la riposte immédiate à l'impérialisme, les élections de novembre peuvent ainsi devenir l'occasion de consolider l'intervention directe des masses dans les choix centraux du gouvernement.

M. Thévenaz

Amérique centrale :

Une solidarité impressionnante

"Il existe 21 comités regroupant 220 à 250 personnes. (...) Depuis mai 1980, les comités disposent d'un secrétariat permanent, avec deux secrétaires depuis 1982. Les principales actions et campagnes depuis décembre 1981 ont été :

5 décembre 1981 : grande manifestation pour la paix où une représentante des Comités prend la parole;
18 janvier 1982 : grande manifestation pour la paix à Genève avec prise de parole du représentant du FDR/FMLN en Suisse;
mars 1982 : journée nationale d'action contre l'intervention US au Nicaragua et au Salvador;
mai 1982 : participation des Comités à la campagne lancée par les syndicats de l'USS "Une heure de salaire pour le Salvador";
15/16 octobre 1982 : journées na-

A l'occasion du récent congrès européen des Comités de solidarité avec le Nicaragua, la Coordination nationale des Comités de solidarité avec le Nicaragua et El Salvador en Suisse a rédigé un rapport détaillé sur leurs activités ces dernières années. Cette liste impressionnante témoigne de la vitalité et de l'importance d'un mouvement de solidarité actif et permanent. Nous publions quelques extraits de ce bilan.

tionales de solidarité avec le peuple du Salvador;
novembre 1982 : tournée du groupe *Anil* en Suisse;
14/15 janvier 1983 : Forum de solidarité avec l'Amérique centrale. Avec la participation de plus de 1000 personnes et le soutien de plus de 80 organisations;
mars 1983 : préparation des deuxième et troisième brigades de travail au Nicaragua qui construiront un pont à Matagalpa;
4 juin 1983 : manifestation natio-

nale contre l'intervention US en Amérique centrale réunissant plus de 6000 personnes;
1er-5 juin 1983 : tournée d'Ernesto Cardenal, ministre de la Culture nicaraguayen, en Suisse;

septembre 1983 : lancement d'une nouvelle campagne "Pour la construction d'une nouvelle société" en faveur du Nicaragua et du Salvador.
octobre 1983 : organisation d'une tournée d'une camarade de la FSR (syndicat salvadorien);
5 novembre 1983 : bonne appari-

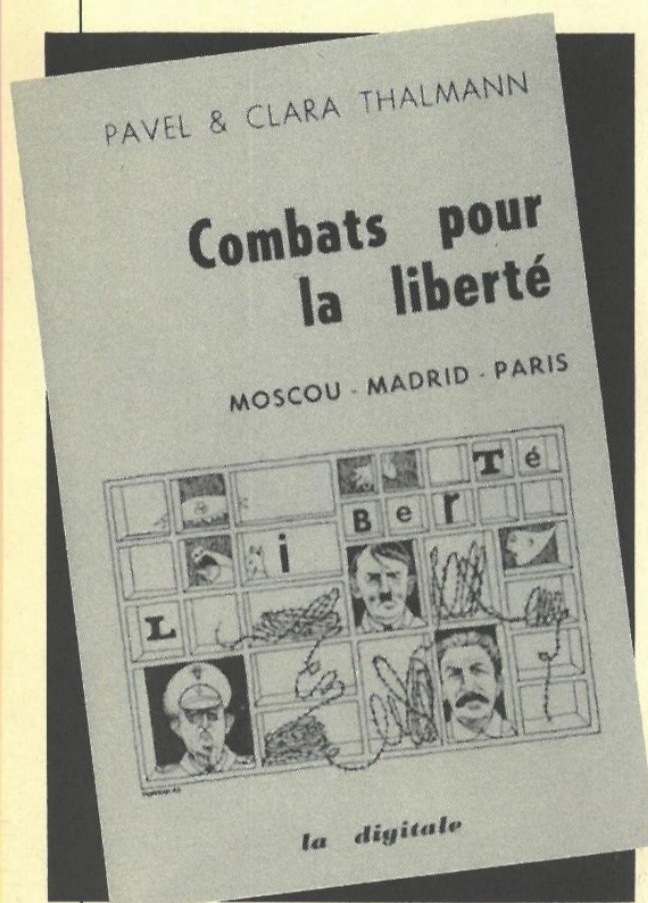
tion des comités à la manifestation pour la paix (60 000 personnes) — qui versa une partie de son bénéfice (25 000 francs) pour l'aide médicale au Nicaragua;
décembre 1983 : lancement de fronts anti-intervention au niveau local;

août 1983 — janvier 1984 : participation étroite à l'organisation de la "Rencontre de solidarité chrétienne avec l'Amérique centrale" qui a réuni plus de 1000 personnes;
janvier 1984 : organisation de deux brigades de production pour le Nicaragua avec 55 personnes;
1983 : récolte de 480 000 francs pour la solidarité avec le Nicaragua et le Salvador;
janvier 1984 : organisation d'une tournée de meetings avec Guillermo Ungo, président du FDR/FMLN au Salvador."

Moscou, Madrid, Paris :

Les "Combats pour la liberté"

de Pavel et Clara Thalmann



L'automne dernier est paru un ouvrage qui doit nous intéresser à plus d'un titre¹. D'abord parce que l'itinéraire du couple qui rédigea ces souvenirs sort de l'ordinaire. Pavel Thalmann est né en 1901; c'est un enfant des Jeunesses socialistes bâloises, qui rejoindra les forces vives du Parti socialiste qui fondèrent le Parti communiste. Attiré par la Révolution russe, il étudiera à l'Université ouvrière de Moscou de 1924 à 1928, où il assiste aux luttes internes du Parti bolchévique, au climat de terreur que commence à instaurer la fraction stalinienne. C'est en rentrant en Suisse qu'il rencontre Clara, née en 1908, qui avait déjà milité au sein des Jeunesses socialistes en France. En 1928, le Parti communiste (PC) comptait trois quotidiens en Suisse alémanique; Pavel occupera la charge de rédacteur au *Basler Vorwärts*. Son opposition à la politique stalinienne ultra-gauche de l'époque lui coûtera (ainsi qu'à sa femme) son exclusion du PC.

De Schaffhouse à Barcelone

A Schaffhouse, il deviendra rédacteur au quotidien, tenu alors par l'Opposition communiste, l'*Arbeiterzeitung*. Là, il participa à l'élection de Walter Bringolf comme maire et conseiller national, où l'Opposition communiste devança largement socialistes et staliens ! A propos de l'Union soviétique, voici quelles étaient les positions de l'Opposition à Schaffhouse : "Le renouvellement du mouvement communiste, en exigeant non seulement un changement de tactique, mais aussi stratégique de sa politique. Nous exigeons en plus : pas de soumission sans condition à Moscou, mais le rétablissement d'une discussion libre et des principes démocratiques. Nous ne combattons pas l'idée de Staline et de ses partisans sur la construction du socialisme dans un seul pays, contrairement à la critique plus approfondie de la tendance trotskiste".

Barcelone 1936 : c'est les Spartakiades, ces joutes sportives internationales du mouvement ouvrier ! Clara s'y rendit, en stop, pour participer aux compétitions de natation; le soulèvement des

généralistes franquistes contre la République entraîna l'Espagne dans la guerre civile. Pavel et Clara luttèrent dans les milices du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste, dirigé entre autres par André Nin) sur le front d'Aragon (comme Georges Orwell). Si Arthur Koestler connut les prisons franquistes (le *Testament espagnol*), notre couple, avec des centaines de militants antifascistes parmi les plus résolus à se battre, fut incarcéré dans les prisons secrètes des staliens, tenues par la GPU (le futur KGB). "Nous quittons l'Espagne comme des rats d'église." En 1937, ils allèrent à Paris, chez des trotskistes du Parti ouvrier internationaliste, "bien qu'en désaccord total avec la théorie trotskiste". C'est là qu'ils furent pris par le raz-de-marée nazi. Pendant l'occupation, ils aidèrent de nombreux Juifs à fuir et poursuivirent leur lutte, dans la clandestinité, contre les nazis. C'est avec la Libération que s'achève dans cet ouvrage l'itinéraire militant de ce couple hors pair.

Communistes quand même

Nombreux furent les socialistes qui adhérèrent au PC lors de la

fondation de l'Internationale; plus rares furent ceux qui résistèrent au stalinisme en conservant leurs idées aux communistes. Clara et Pavel Thalmann, après avoir vécu les heures les plus sombres de l'histoire de l'humanité ne perdirent pas leur conviction de la nécessité du renversement des oppresseurs par des moyens révolutionnaires à l'Est comme à l'Ouest ! En dépit des divergences historiques avec notre courant, ce couple a su, à Moscou, Barcelone et Paris, lutter en compagnie des trotskistes qu'ils rencontrèrent sur leur route, face aux ennemis du prolétariat !

Enfin, il est intéressant de redécouvrir au travers de ce récit, une foule d'événements déjà perdus par l'Histoire officielle : que l'*Arbeiterzeitung* fut le premier quotidien de l'Opposition communiste internationale et que ce journal publia le premier le roman *Fontamara* de Ignazio Silone; qu'en Espagne, pendant la guerre civile, les staliens liquidaient les plus farouches opposants à Franco; que pendant l'occupation nazie en France, quelques trotskistes, au prix de leur vie, organisaient les soldats allemands au sein de leurs casernes pour qu'ils se rebellent... à l'heure du chauvinisme fanatique "antiboche"...

Il faut préciser que cet ouvrage n'est pas un "cours" d'histoire, que tous les événements décrits sont le plus souvent rapportés par des témoignages oraux, ce qui anime chacun des personnages dépeints, de Trotsky... au commissaire bâlois de service !

Edouard Lelong



1. Pavel et Clara Thalmann, *Combats pour la liberté*, préface de Max Gallo. La Digitale, 356 pages.

ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-MÊMES !

YVERDON

L'Echandole, Château d'Yverdon
du me 21 au sa 24 mars, 20h30 : 4 soirées folles avec *Les Padygros*, dans leur nouveau spectacle *Simeo - Simoes*. Fr. 20.-. Loc. : 024 / 21 47 74.
me 28, 20h30 : Le TAC présente *Du vent dans les branches de sassafras*, de René de Obaldia. Fr. 1.-.
je 29 mars, 20h30 : soirée information *Nicaragua* avec le film de l'Yverdonnois Félix Zurita "Expression culturelle des paysans au Nicaragua". En présence du cinéaste et de M. Gustavo Vargas, représentant permanent du Nicaragua à l'ONU. Entrée libre.

Théâtre Municipal

ve 30 mars, 20h30 : L'Echandole présente *Vive les femmes*, de Reiser, adaptation scénique de Claude Confortès. Fr. 20.-. 024 / 21 01 21 ou 21 47 74.

LAUSANNE

Maison du Peuple (salle 4)
sa 17 mars, dès 20h jusqu'à l'aube : *Fête antillaise* avec le groupe *Gamma* (salsa, samba, reggae). Fr. 10.-, appr., ét., collégiens, chômeurs Fr. 7.-. Stands, spécialités culinaires, boissons exotiques. Organisation : Entente populaire contre l'austérité

(POP, PSO). La recette intégrale est destinée à couvrir les frais de la campagne de Véréna Berseth.

Eglise de la Croix d'Ouchy

ve 23 mars, 20h30 : *Atahualpa Yupanqui*. Fr. 20.-, ét. Fr. 15.-. Loc. : Migros Vaud 021 / 20 26 35.

L'Octogone, Théâtre de PULLY

je 22, ve 23, sa 24 mars, 20h30 : *Ulysse, Ulysse*, par le Mime Amiel. sa 31 mars, di 1er avril, 20h30 : *Vive les femmes*, d'après Reiser. 021 / 20 26 35.

Casino de Montbenon, Salle des Fêtes

je 29, sa 30 mars : *Jazz Festival de Lausanne*.
je 29, 20h30 : *Court / Candiott Quintet* (Raymond Court, trompette; Peter Candiott, saxes; Jean Bionda, piano; Jean-Yves Petiot, basse; Alain Petitmermet, batterie). *Magnoni / Demierre Duo* (Maurice Magnoni, saxes; Jacques Demierre, piano). *Surman / Francioli / Favre Trio* (John Surman, saxes; Léon Francioli, basse; Pierre Favre, batterie, percussions). ve 30, 20h30 : *François Allaz Quartet* (François Allaz, guitare; Michel Weber, saxes; Erdall Kizilsçay, basse; Philippe Héritier, batterie). *François Lindemann Quintet* (Danilo Moccia, trombone; Didier Hatt, trompette; François Lindemann, piano; Léon Francioli, basse; Raoul Esme-

rode, batterie). *Mosalini / Beytelmann / Caratini* (Juan José Mosalini, bondonéon; Gustavo Beytelmann, piano; Patrice Caratini, basse). Fr. 25.-; ét., appr. Fr. 18.-. Loc. : 021 / 43 85 94 et Ex Libris.

GENÈVE

La Comédie, 6, bd des Philosophes
du ma 20 mars au sa 7 avril, 20h30 (je 19h) : *Le sexe faible*, de Gustave Flaubert, mise en scène de Benno Besson. Loc. : 022 / 20 50 01.

La Cour des Miracles, 2, ch. de la Montagne jusqu'au di 15 avril, 20h30 (di 17h, relâche lu et ma) : *En attendant Godot*, de Samuel Beckett, une production ARTO. Fr. 15.-. Loc. 022 / 49 97 87.

New Morning, 4-6, quai des Forces Motrices
je 22, ve 23 mars, 21h : *Sarcloret*. 022 / 28 06 41.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes
ve 23 mars, 21h : *2nd Version*. sa 24 : *Trio SWP very special*. ve 30, sa 31 : carte blanche à Maurice Magnoni. Org. : AMR.

Et si vous vous ennuyez n'allez surtout pas voir *Un amour de Swann*, de Volker Schlöndorff. Ecoutez plutôt le disque de Speira N'Mbassa "Cheminement..." (Plainisphère, 1267 Vich).

Bette Raverouge

Uruguay :

PREMIÈRE GRÈVE GÉNÉRALE DEPUIS DIX ANS

La mobilisation populaire contre les dictatures du cône sud de l'Amérique latine se poursuit. Après les imposantes manifestations de rue de l'an passé, les travailleurs uruguayens ont organisé avec succès, le 18 janvier dernier, leur première grève générale depuis dix ans. Celle-ci couronne deux années de mobilisations populaires et creuse encore un peu plus le fossé entre le mouvement syndical et les partis bourgeois traditionnels. Nous publions ci-après un article tirant le bilan de cette grève, paru dans le numéro du 26 janvier 1984 du journal brésilien Em Tempo.

Le 18 janvier 1984, l'Uruguay s'est arrêté. Les industries et les commerces ont à peine ouvert leurs portes. La circulation d'autobus et de taxis a été nulle. Celle des trains a été réduite à 20 o/o. Les journaux n'ont pas été publiés, et les émissions de radio ont fonctionné très irrégulièrement, uniquement grâce au personnel directement lié à la direction. Seuls les services publics et les banques ont travaillé, dans la mesure où les fonctionnaires ont été soumis à une entreprise systématique de réquisition de la part des autorités gouvernementales.

La grève générale répondait à un appel du Plénum intersyndical des travailleurs (PIT) pour une augmentation salariale mensuelle de 2500 pesos (environ 150 francs), des réajustements salariaux trimestriels, le plein rétablissement des libertés syndicales, l'amnistie des prisonniers politiques, et le retour aux libertés publiques et politiques. En réponse à cet appel, des milliers de travailleurs de Montevideo et du reste du pays sont restés à la maison ou s'en furent à la plage. Le succès de cette grève générale de 24 heures, la première depuis plus de dix ans de dictature, a été reconnu par le ministre du Travail, Nestor Bolentini, lui-même. Ce colonel a admis que le débrayage avait été quasi total.

Crise et démocratie

Grâce aux meilleures prairies du monde et à un nombre record d'entreprises frigorifiques, l'Uruguay a connu, durant de longues années, un système politique de démocratie bourgeoise résultant d'un "gentlemen's agreement" entre les secteurs politiquement et économiquement dominants.

Cependant, au début de la dernière décennie, l'ouverture de la crise capitaliste a jeté à terre quarante années de légalité constitutionnelle. Les marchés mondiaux de la viande et de la laine se sont de plus en plus fermés, du fait de

leur contrôle croissant par les secteurs monopolistes. Le pétrole devenait plus cher de jour en jour. Ce fut la spirale de l'endettement extérieur, et le spectacle désolant de frigorifiques fermés. Le moment était venu de mettre un terme à la "belle époque" du peuple uruguayen. C'est ainsi que raisonnait l'oligarchie. Le 27 juin 1973 — avec le soutien du patronat, des grands propriétaires fonciers et de la petite bourgeoisie terrorisée par les actions violentes entreprises par le Mouvement de libération nationale (Tupamaros) — cette oligarchie prit l'initiative du coup d'Etat militaire.

Terreur en Uruguay

A partir de là, le monde allait connaître, comme en témoigne le rapport de février 1976 d'Amnesty International, l'un des appareils de répression les plus développés et efficaces jamais imaginés. Les officiers de l'armée et de la police joignirent leurs efforts pour sauver

le système, en torturant au maximum les personnes arrêtées, tout en évitant leur mort.

Aujourd'hui, avec ses 1200 prisonniers politiques, dont près de 700 enfermés à la prison Libertad, à 50 km de Montevideo, l'Uruguay bat de sinistres records, par rapport à une population totale de 3 millions d'habitants. L'idée d'institutionnaliser ce régime d'horreur n'est pas apparue avec l'actuel gouvernement du général Gregorio Alvarez. Elle remonte à 1976, lorsque les militaires formèrent une commission civilo-militaire pour étudier les possibilités "d'institutionnalisation graduelle" de leur pouvoir.

Le projet de Constitution visant à légaliser la présence des militaires au pouvoir fut soumis à un référendum, le 30 novembre 1980. Surprise : à un moment où le mouvement syndical et populaire se trouvait désorganisé et démobilisé, et où la propagande officielle en faveur du "oui" était des plus intenses, le projet fut battu, 58 o/o des électeurs désavouant la dictature avec un "non" sans appel.

L'institutionnalisation

Quand il prit la charge de président de la République, en septembre 1981, le général Gregorio Alvarez, le "guide" d'après la rumeur politique locale, partageait les plans d'institutionnalisation de

la junte et, pour les poursuivre, il annonça un nouveau calendrier politique. En juin 1982, un statut des partis politiques est promulgué. Il se caractérise par des dispositions clairement restrictives : seuls sont autorisés à fonctionner les partis bourgeois traditionnels, c'est-à-dire le Parti national (Blanco) et le Parti Colorado, ainsi que la petite Union civique (catholique), qui est l'une des dissidences de la démocratie chrétienne. Toutes les formations parties prenantes du Frente Amplio (Front ample) de 1971 ont été exclues de cette réforme politique¹. Le 28 novembre de la même année, le gouvernement a organisé des "élections internes" aux partis légaux pour désigner leurs directions, mais ce sont les "radicaux" opposés au régime qui ont été élus. Avec ces élections internes, la dictature a essuyé son second revers en deux ans. La crise, à ce moment-là, était très profonde. Elle coïncidait avec le processus de réorganisation syndicale, la formation des commissions syndicales provisoires, et les manifestations de novembre 1981 et novembre 1982.

La montée du PIT

La mobilisation du 1er mai 1983, autorisée par la dictature, avait un rapport direct avec la crise qui a suivi les "élections internes". Le pouvoir craignait en effet de polariser encore plus la situation. C'est de cette mobilisa-

tion unitaire et centralisée, avec un défilé de rue de 150 000 personnes, qu'est né le Plénum intersyndical des travailleurs (PIT), qui regroupe aujourd'hui 160 organisations syndicales. La loi du régime militaire sur les associations syndicales atomise l'organisation ouvrière puisqu'elle interdit la formation de syndicats par branches d'industrie ou d'activité. Seuls sont tolérés les syndicats par entreprise. Pourtant, dans le cadre légal lui-même, et en tirant parti de ses fissures, sont apparues les commissions provisoires, puis le PIT, embryon d'une centrale syndicale, qui, dès les premiers pas, a commencé à disputer la direction des mobilisations aux partis traditionnels.

Au cours de la manifestation du 1er mai 1983, les questions les plus importantes pour la classe ouvrière ont ainsi été posées, en même temps qu'a été levé le drapeau de l'amnistie politique. Depuis lors, le dialogue entre le gouvernement militaire et les partis politiques est suspendu. En août 1983, un million de personnes ont participé à un assourdissant "cacerolazo" (concert de casseroles). Le 27 novembre 1983, des centaines de milliers de manifestants (400 000) sont descendus dans la rue pour exiger le retour de la démocratie.

Le 18 janvier dernier enfin, l'Uruguay s'est mis en grève générale, avec la promesse du gouvernement de ne pas réprimer cette manifestation. La préparation de la grève générale et ses conséquences ont approfondi le fossé qui se creuse, depuis la manifestation du 1er mai, entre le PIT et les partis bourgeois. En effet, ces derniers ont réaffirmé leur disposition à négocier avec la dictature, alors même que, reniant ses promesses de ne pas réprimer la grève générale, la dictature a décrété, le 18 janvier 1984, la mise hors loi du PIT, l'interdiction des réunions politiques et syndicales, la mise sous tutelle des syndicats, l'arrestation de dirigeants syndicaux, et le licenciement de fonctionnaires qui se sont joints à la grève.

Em Tempo,
Sao Paulo, 26 janvier 1984

1. Le Frente Amplio, présidé par le général Liber Seregni, actuellement emprisonné, regroupait une série d'organisations autour du Parti communiste. Cette coalition d'opposition, créée en 1971, obtenait 18 o/o des suffrages lors des élections de cette même année.



Durant le "cacerolazo" d'août 1983.



Pendant la grève générale de janvier 1984, Montevideo (capitale de l'Uruguay) et ses avenues désertes.